

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 2 MARS 1978 - N° 644

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76

1,70 F

## LES ACROBATES DU CERES

«La question décisive est celle du partage du pouvoir», écrit le CERES dans le dernier numéro de sa revue.

Une fois de plus force est de constater que la minorité du PS enfourche le cheval préféré de Marchais dans la dernière période. Quand les divisions entre parti de gauche portaient principalement sur la question des nationalisations, Chevènement proposait des concessions sur ce point; aujourd'hui que Marchais se bat comme un beau diable sur la question de la place de son parti dans un gouvernement de l'Union de la gauche, la minorité du PS propose de donner des garanties à Marchais sur cette question. Par ailleurs, le CERES propose que le compromis soit négocié entre le 12 et le 17 mars... ce qui est l'autre grande revendication du PCF face à ses partenaires socialistes...

(Lire en page 4)

## A 10 jours des élections

# ILS LUTTENT



- Les patrons de CIT-Alcatel «retenus» par les ouvriers
- Général Motors, Phydor : la grève continue...

Malgré l'énorme soporifique de la campagne électorale, à un moment où les partis bourgeois, de droite comme de gauche, envahissent les écrans, inondent la presse, recouvrent les murs de leurs propagandes, à un moment où tous sans exception promettent des jours meilleurs, pour autant qu'on vote pour eux, des travailleurs engagent la lutte.

A CIT Alcatel, ils n'ont pas hésité «à retenir» des patrons, pour exiger satisfaction de leurs revendications. A la Général Motors de Strasbourg, à Phydor (Paris), la lutte continue aussi.

Ces luttes présentent en elles-mêmes un aspect politique important. Elles montrent que même dans cette période privilégiée pour l'attentisme et la passivité, la bourgeoisie ne peut masquer la réalité de la crise comme elle ne peut enrayer la révolte des travailleurs. Ces luttes d'aujourd'hui sont les garantes des capacités d'initiative des masses de main.

(Lire en page 3)

## LES PARTIS DE GAUCHE S'INVECTIVENT

### La CFDT veut recoller les morceaux !

Le petit jeu de la désunion de la gauche, qui se pratique à coups de grands discours et de petites phrases, vient de s'enrichir d'un élément nouveau : les propositions de la CFDT en matière de nationalisations et de planification. Ces propositions en elles-mêmes ne sont pas si nouvelles que ça, puisqu'elles datent du 6 février : ce qui est nouveau par contre, c'est la manière dont PCF et PS entendent aujourd'hui s'en servir dans leur querelle. Lundi soir, Marchais encensait la plate-forme CFDT, et mardi la Lettre de l'Unité organe du PS, disait tout le bien qu'elle pensait de la dite plate-forme.

On pourrait ne voir là qu'une simple tentative d'accaparement de la CFDT, une de plus, si les dirigeants confédéraux ne renaissent à plein dans le jeu. Pour eux, ils le clament bien haut, il s'agit de recoller les morceaux d'une gauche unie qui pourtant sème de moins en moins d'illusion. Parallèlement à cette entrée dans le jeu des partis bourgeois de gauche, des dirigeants s'attaquent à ceux des syndicalistes CFDT qui refusent cette voie bourgeoise sans issue.

## Le brigadier Marchais en campagne : il veut plus de gendarmes

Dans le dernier numéro de «Armée Nation», le PCF expose ses conceptions en matière de «sécurité publique». Le parti de Marchais en profite pour demander un «accroissement du pouvoir des maires et des élus locaux et une meilleure coordination de l'activité des municipalités et des professionnels de la police».

Le PCF ne recule devant rien pour favoriser sa pénétration dans l'appareil d'Etat.

(Lire en page 2)

## Foyer de l'Yser : le PCF refuse de reloger les Immigrés

«Le foyer de l'Yser», c'est un bien grand nom pour l'espèce de baraquement qui «abrite» 220 travailleurs immigrés à Epinay dans la Seine Saint Denis. Entassés, vivant dans des conditions d'hygiène plus que déplorable, les locataires de l'Yser réclament le relogement et des conditions de logement décentes. Le responsable de l'OPHLM du département qui gère le foyer, membre du PCF refuse de prendre en compte leurs revendications. Les travailleurs de l'Yser s'adressent à toute la population pour dénoncer l'injustice et le racisme dont ils sont victimes.

(Lire en page 6)

## Sursis refusé à Saïd Jertila

Le sursis de Saïd Jertila n'a pas été renouvelé. Le tunisien se trouve donc depuis le 1<sup>er</sup> mars en «situation irrégulière» !

## Allemagne : les grèves prennent de l'ampleur

Après une grève de 10 jours en janvier, les dockers allemands ont obtenu satisfaction. Aujourd'hui, ce sont les ouvriers d'imprimerie qui sont en lutte, et la plupart des quotidiens allemands n'ont pu paraître. La question se pose maintenant de l'entrée des métallurgistes dans le mouvement.

(Lire en page 7)

## Nicaragua : une dictature s'écroule

(Lire en page 10)

## Dans la bataille avec les candidats de l'UOPDP

Rhône

2<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> circonscriptions

Lire en pages 8 et 9

## POLITIQUE

## Liévin : la CFDT assigne le directeur des Houillères

Cela fait 38 mois que le dossier de la catastrophe de Liévin est sur le bureau des juges de la cour d'appel de Douai. Les péripéties (désaisissement du juge Pascal, inculpation de Coquidé) et les rapports des parties civiles du service des mines, d'experts se sont ajoutés les uns aux autres sans que la justice ne sorte de sa léthargie intentionnelle. Pour faire sortir le dossier des oubliettes le syndicat CFDT des mineurs du Nord et l'Association des Veuves de Liévin ont annoncé qu'ils entamaient une procédure en citation directe contre Hecquet le directeur général des Houillères du Nord-Pas-de-Calais et Lacoste ingénieur en chef du service des mines. Cette citation permettra de faire comparaître les hommes des Houillères au titre de «prévenus» sous la citation de «d'homicide involontaire». La cour d'appel de Douai dont la mansuétude pour les patrons est immense va être contrainte cette fois-ci de rouvrir un dossier accablant pour les Houillères.

## Mulhouse : meeting contre la convention anti-terroriste

A Mulhouse, meeting contre la convention européenne anti-terroriste. Vendredi 3 mars 1978 à 20 h au centre Bel air. La convention anti-terroriste votée par le parlement européen mais non encore ratifiée par le parlement français constitue une atteinte supplémentaire au droit d'asile politique inscrit dans la déclaration des droits de l'homme.

Elle permet l'étroite collaboration avec les pays ouvertement fascistes (Iran Chili etc) dont la France n'accepte plus que rarement des opposants.

Elle aggrave la situation des immigrés déjà attaqués par les récentes mesures Stoléro.

Elle permet aux gouvernements de renforcer et protéger leur pouvoir capitaliste par :

1. l'élimination de toute véritable opposition.
2. la collaboration des policiers.
3. l'institutionnalisation de la criminalisation des actions politiques.

Le gouvernement français a déjà appliqué par anticipation la convention en extradant Detlev-Schulz militant anti-fasciste allemand et maintenant Klaus Croissant, l'un des avocats des prisonniers politiques de la RAF.

Ce meeting a pour but d'impulser une mobilisation en vue du procès de Klaus Croissant qui débutera le 9 mars 1978 en Allemagne et pour empêcher la ratification de la Convention par le parlement français ainsi que tout autre extradition ou expulsion dans l'avenir.

Correspondant

## Communiqué U.O.P.D.P.

### LA ROCHELLE

Réunions publiques :

- le 2 mars à 18 heures 30 à l'Hôtel de Ville
- le 3 mars à 20 heures 30 à la mairie de la Jarriès
- le 6 mars à 20 heures 30 à Monans, rue Verco
- le 7 mars à Angoulin, à 20 heures 30 à la mairie

### GIRONDE

Réunions publiques :

- Lundi 6 mars à 20 h 30 à la salle Claveau, rue Joseph Brunet, près de l'agence postale à Bordeaux. Bus N° 1.
- Jeudi 9 mars à 20 h 30 à l'école Lafon Féline, avenue Lakanal, au Bouscat.
- Vendredi 10 mars à 20 h 30, à l'école des Aubiers, cité des Aubiers. Bus N° 29, Bordeaux-lac.

Permanences du comité : tous les lundis de 17 h à 19 h au foyer fraternal, 23 rue Gouffrand à Bordeaux. Bus N° 7, 8, 15, 27.

### MULHOUSE : MEETING

Samedi 4 mars à Mulhouse de 17 h à 22 h avec les témoignages de syndicalistes de General Motors, d'un travailleur immigré, d'un paysan. Présence de Radio Verte Fessenheim. Témoignage d'un écologiste avec l'intervention du groupe d'information sur la convention anti-terroriste. Le comité Chili Libération, l'intervention centrale du candidat puis le groupe musical chilien Tubac-Che.

## Le PCF et la gendarmerie

# LE BRIGADIER MARCHAIS EN CAMPAGNE

● La revue du PCF : *Correspondance Armée-Nation*, destinée aux militaires de carrière, vient de publier un numéro spécial consacré à la gendarmerie. L'intérêt de cet article réside dans les positions du PCF sur la délinquance et la répression et donne aussi une idée du rôle spécifique qu'il entend faire jouer à la gendarmerie.

On connaît la campagne actuellement menée par le gouvernement selon laquelle la délinquance augmenterait en flèche et justifierait donc un accroissement des forces de répression. Le PCF ne conteste nullement le fond de cette campagne : on peut lire dans sa feuille que : «la montée de la délinquance et de la criminalité, sous toutes leurs formes, crée un sentiment d'insécurité justifié». Mais, tout de même, quand on se dit le parti des travailleurs, on prend quelques précautions oratoires. On déclare — à juste titre — que (les causes profondes) de la délinquance «résident dans le caractère fonda-

mentalement inégalitaire et injuste de la société française actuelle». La répression ne devrait pas être dirigée contre des «boucs émissaires, les jeunes, les immigrés...», mais limitée à «l'infime minorité qui voudrait imposer la loi de la jungle». Mais dans d'autres textes, le PCF ne manque pas d'attaquer le grand banditisme, les bonnets de la drogue etc. Mais qu'il nous explique, contre qui serait dirigé le commissariat de police qu'il réclame à Vitry ! La cité des Marronniers y est-elle habitée par les gros bonnets de la drogue, ou par des couches populaires ?

Des militants marxistes-

léninistes et d'autres travailleurs qui avaient fêté joyeusement le nouvel an dans les rues de Vitry s'étaient vu accusés par la municipalité PCF d'actes de vandalisme commis la même nuit. Ne peut-on pressentir là, ce que fera le PCF au pouvoir, tentant de criminaliser toute opposition politique à la mise en œuvre de son projet ?

### POURQUOI LES GENDARMES ?

Le PCF est plein d'attention pour que «cette arme «préserve sa nature, sa place traditionnelle dans l'armée». La gendarmerie a comme rôle actuel des tâches d'encadrement et de prévention par le renseignement, essentiellement dans les campagnes ; de plus en plus, la bourgeoisie veut étendre ce rôle aux villes. Ce que tente déjà de faire la droite au pouvoir, le PCF le

réclame aussi et se félicite de ce qu'à Vénissieux «les efforts des élus communistes ont débouché sur la construction d'un bâtiment moderne pour les gendarmes et leurs familles en dépit des entraves préfectorales». Voilà donc ce qui nous attend après 78 : le développement des «tâches de surveillance, de renseignements, de prévention», objectif premier par lequel elle se justifie.

Il conviendrait également pour le PCF, d'accroître les pouvoirs des maires en ce domaine et «de mieux coordonner l'activité des municipalités et des professionnels de la sécurité». Dans la perspective de la lutte pour s'approprier tout le pouvoir après 78, le PCF fourbit ses armes contre les travailleurs en sollicitant l'appui des mercenaires de la bourgeoisie.

François NOLET

## Marseille :

# CAMPAGNE «A L'AMÉRICAIN» DE GUY HERMIER (PCF)

Dénonçant les énormes moyens financiers dont disposent tous les candidats de la droite, G. Hermier a prétendu que pour les candidats du PCF, les moyens moins importants permettraient de ne diffuser que «quelques tracts» et de coller «quelques affiches».

S'il est vrai que tous les candidats bourgeois disposent d'un arsenal de moyens de propagande, s'il est vrai que dans certaines circonscriptions, les

militants du PCF ne parviennent pas à prendre le dessus sur les collages massifs de leurs adversaires, par contre dans la 4<sup>e</sup> circonscription de Marseille, Guy Hermier ne manque de rien. Contrairement aux autres candidats du PCF, ce jeune loup dispose de milliers d'affiches à son effigie, de toutes les couleurs, de tout formats. Rares sont les affiches sur lesquelles apparaissent son suppléant M. Posado, présenté comme ouvrier. Non

content de ces affiches en quantités industrielles recouvrant souvent les murs de 5 à 10 mètres de long sur 2 mètres de hauteur, M. Hermier dispose aussi d'autocollants avec son portrait, de petits drapeaux et de casquettes à son nom. A côté de ces moyens énormes, les autres candidats du PCF font un peu figure de «parents pauvres». Alors pourquoi tous ces moyens ? «Un député communiste dès le 1<sup>er</sup> tour» : voilà l'objectif proclamé par Hermier, par affiches et banderoles. En effet il est important pour les dirigeants du PCF que leur jeune agrégé d'université soit élu au 1<sup>er</sup> tour, ils disposeront ainsi d'un atout important quand le parti

socialiste acceptera de discuter des ministères. G. Hermier se voit déjà dans le ministère de la Jeunesse et des Sports, responsabilité qu'il occupe déjà dans le PCF.

Ainsi, l'on comprend pourquoi il est important pour lui et les dirigeants de son parti, que sa campagne effroyablement démagogique ne soit pas remise en cause ni dans les propres rangs du PCF, ni par les candidatures représentant réellement les aspirations des travailleurs à construire le socialisme ; c'est pourquoi Hermier ne peut pas courir le risque d'accepter le débat public proposé par l'UOPDP.

Correspondant

## Barre cherche des appuis à l'étranger

A défaut de pouvoir expliquer aux travailleurs français combien il est important qu'il reste en place, Barre a choisi de l'expliquer à la bourgeoisie européenne. Ainsi, dans une interview accordée aux correspondants parisiens du journal belge *Le Soir*, il a déclaré que la venue de la gauche mettrait la France «en congé de marché commun». L'application du Programme commun, en effet, provoquerait un déficit très important de la balance des paiements, qui entraînerait la dépréciation massive du franc, à l'appel à «l'assistance internationale» etc. «une telle situation, a «une telle situation, a «une telle situation, a souligné Barre, n'est guère favorable au respect par un pays des disciplines communautaires. Des mesures de protection seraient vite indispensables, et c'en serait fini de la libre

circulation des produits».

Cette «libre circulation des produits» n'est qu'un esai de la «libre concurrence» capitaliste en faveur de laquelle les travailleurs sont toujours plus exploités. Aussi ne s'agit-il pas pour nous de l'autarcie, à laquelle selon lui le Programme commun conduirait inévitablement. Mais justement, cette éventualité n'entre en aucune manière dans les projets de la gauche, qui entend au contraire rivaliser, autant que faire ce peut, avec les autres impérialismes pour imposer l'impérialisme français sur le marché mondial. S'il est vrai que le PCF souhaite une réorientation des échanges, c'est pour les développer en direction de l'Est. D'un côté comme de l'autre, les travailleurs n'ont rien de bon à en attendre ; c'est la même logique de la soumission et du profit.

## Sondages et coefficients intellectuels

Il y a quelques jours, Giscard en appelait à «l'intelligence des Français». Il n'en fallait pas plus pour mettre dans tous leurs états nos sondages d'opinion. Ils sont partis en chasse, et nous ont ramené un aperçu de l'opinion que se font les Français du coefficient intellectuel de nos politiciens attirés. Eh bien, le résultat, pour une fois en valait la peine ; si 53 % des personnes interrogées estiment que Giscard d'Estaing est un homme «intelligent», (sans préjugé de ce que l'on met derrière ce mot : habile ? manoeuvrier ? roublard ?), le reste du personnel dégringole au-dessous de la

moyenne. Pour terminer piteusement sur... Georges Marchais qui ne récolte que 15 % des suffrages ; si l'on compte que l'électorat du PCF représente au minimum 20 %, on peut dire que beaucoup votent sans illusion.

Les chiffres sont encore plus révélateurs lorsqu'on pose la question : «Sont-ils sincères ?». Ici, c'est J. Chirac qui apparaît comme le grand perdant ; ces mines doucoureuses des derniers jours n'ont pas réussi à faire oublier l'ordre musclé qu'il compte établir. Seul 9 % des personnes interrogées croient à son honnêteté.

# Querelle de la gauche : la CFDT en première ligne ?

## Menaces contre les syndicalistes qui refusent l'Union de la Gauche

● Dans une interview accordée au *Quotidien de Paris*, et publiée lundi dernier, Michel Rolant, secrétaire national de la CFDT, se plaignait de ce que les propositions cédétistes en matière de nationalisations n'avaient enregistré « que des manifestations de satisfaction condescendantes. Il ne nous semble pas que nos propositions aient été prises au sérieux » ajoutait Michel Rolant. La réponse ne s'est pas fait attendre, puisque Marchais indiquait dès lundi soir, au cours d'un meeting tenu à St Maur : « Puisque Michel Rolant a le sentiment que nous n'avons pas été suffisamment attentifs aux propositions de la CFDT, je veux aujourd'hui dire très clairement et très officiellement que, pour le PCF, les propositions de la CFDT constituent une contribution positive à la recherche d'un accord... ».

### «MÉDIATION» DE LA CFDT

Ainsi donc, à un moment important puisqu'il se situe à quelques jours des élections, la CFDT se retrouve propulsée au centre des querelles de l'Union de la gauche, ou de ce qu'il en reste. Marchais n'y est pas pour rien, lui qui depuis des semaines multiplie les flatteries et les tentatives de racolage envers les militants CFDT. Les conseils d'ateliers, l'auto-gestion, rien ne fait peur à un PCF qui ne reprend en compte les formules que dans l'espoir de gagner des voix et des militants. L'intérêt de Marchais pour les propositions de la direction CFDT répond à ces objectifs, mais il n'y a pas que cela. A un moment où les propositions du PCF et celles du PS apparaissent comme résolument contradictoires, la CFDT, avec

son document, apparaît en quelque sorte comme un médiateur, soumettant un programme qui pourrait servir de base à un compromis : que Marchais s'engouffre dans cette voie ouverte n'a finalement rien d'étonnant. Ce qui l'est plus, c'est la manière dont certains dirigeants de la CFDT participent aujourd'hui à la campagne électorale. D'un côté, les dirigeants comme Michel Rolant, ou Jacques Moreau (dans le *Nouvel Observateur*), insistent avec lourdeur sur la nécessité de tout faire pour assurer la victoire de la gauche. D'un autre côté, le climat de chasse aux sorcières semble se développer contre les candidats révolutionnaires adhérents à la CFDT. Ceux-ci voient leurs mandats électifs « suspendus » pour la durée de la campagne, suspension accompagnée parfois de menaces d'évictions pures et simples. Moreau va même jusqu'à dire « la CFDT dénoncera tous ceux qui refuseront le principe du dé-

sistement ». Qui refusera effectivement le désistement pour les partis bourgeois de droite ou de gauche, sinon les révolutionnaires ? Est-ce à dire que dans l'esprit de Moreau, la CFDT doit se débarrasser de tout ceux qui refusent la voie de l'Union de la gauche ?

### MENACES À PEINE VOILÉES

Qui plus est, ces menaces à peine voilées s'appuient sur un bien curieux raisonnement : « quand un responsable syndical, qui tire sa notoriété de sa fonction, prend la parole dans un meeting politique, cela crée incontestablement une confusion », déclare Moreau. Voilà qui est vrai, et nous sommes les premiers à dénoncer la manière dont Ségué joue de ses deux casquettes. Mais quand un responsable syndical, qui tire notoriété de sa fonction, assiste à un meeting politique comme l'opération des As-

sises sur le socialisme, en 74, à l'initiative du PS, il y a aussi confusion dangereuse. C'est ce qu'avait fait Chérèque et d'autres, et c'est ce qu'avait déjà entamé de larges protestations au sein de la CFDT. Et quand un responsable syndical, comme Moreau attaque dans le *Nouvel Observateur*, notoire tribune politique du courant socialiste, ceux qui refuseraient les désistements, il y a aussi confusion.

Pour autant qu'il n'accapare pas les fonctions que lui ont confiés les assemblées de syndicalistes, un membre de la CFDT a parfaitement le droit d'avoir une action politique, il a parfaitement le droit de ne pas accepter de jouer le rôle de médiateur entre PS et PCF pour dénoncer les deux partis bourgeois. Refuser ce droit, c'est ni plus ni moins que participer aux tentatives des partis de faire main basse sur l'organisation syndicale...

Nicolas DUVALLOIS



## Entendu dans la rue

Un marché du 20<sup>e</sup> arrondissement. Le PCF distribue des tracts, diffuse de la musique. Lucien Villa, le candidat, serre des mains.

Une discussion s'engage. Que se passera-t-il si PC et PS n'arrivent pas à signer un accord. « Nous perdrons des plumes, mais eux (les sociaux) encore plus. Et puis il y aura un mouvement de grève tellement fort que Giscard sera obligé de provoquer d'autres élections ». Un autre militant, plus « responsable », intervient précipitamment : « Pas du tout. Nous serons respectueux du suffrage universel. Il n'est pas question d'utiliser la grève comme un moyen de pression politique... » Et les deux militants du PCF d'entamer une violente polémique...

## Les miracles de la nationalisation

Une station de la ligne de Sceaux. Le PCF fait distribuer une pétition pour l'amélioration des conditions de transport. Un voyageur, sceptique, ne signe pas. On le presse de signer. « Et qu'est-ce que vous proposez comme moyens, pour améliorer les conditions de transport, la nationalisation de la RATP, je parie ? » demande le voyageur. « Exactement » répond avec conviction le militant du PCF. Et pourquoi pas celle de Renault et de la SNCF, pendant qu'on y est ?

## Kanapa fait des révélations

En mal de révélations sensationnelle, le PCF vient de faire une nouvelle découverte : les centristes des différents pays d'Europe sont organisés entre eux, au sein d'un « parti » sous l'égide germano-américaine. C'est Kanapa qui a eu la charge de faire cette formidable révélation — qui fait la « une » de *l'Humanité* mercredi — lors d'un meeting à Longwy.

(Communiqué)

## Réunions du PCR ml dans la Loire

Le PCR ml organise 2 réunions dans la Loire :  
● le 2 mars à 20 h 30, à la Bourse du travail de Roanne, salle Jules Guesde  
● le 8 mars à 19 h 00 à la Bourse du travail de Saint-Etienne, salle 55.  
Projection du film *Pour demain*. Intervention d'un camarade du Comité central du PCR ml. Avec la présence du camarade H. Abrial, ancien responsable fédéral de la Loire du PCF.

## «Cartes postales» ou «pages blanches» : PC et PS se font plébisciter

● C'est sur fond de cartes postales que Mitterrand, lundi, a ouvert officiellement la campagne de son parti : des cartes postales à son effigie, distribuées par les membres du PS depuis des semaines, et qui sont revenues, au nombre de 220 000, paraît-il, chargées de questions, dont le plus grand nombre porte sur la politique économique. Ces questions, Mitterrand entend y répondre au cours de sa campagne.

Opération « le peuple prend la parole » ? ou vulgaire marketing ? S'agit-il de permettre un vaste débat permettant aux travailleurs de prendre leurs affaires en mains ? Ou de polir les angles d'attaques de la campagne électorale ? Quand, demain, le Parti socialiste au gouvernement devra prendre une décision, ira-t-il chercher la réponse dans ces cartes postales, ou dans ses multiples commissions d'experts ?

Le PCF n'a pas voulu être en reste dans l'exer-

cice de la « démocratie » : « Je n'espère qu'en vous », « Je vous en prie, gagnez ! ». Des correspondances reçues ces jours derniers, arrivées, paraît-il, par centaines au siège de *l'Humanité*, le PCF a retenu ces phrases, qui barraient, mardi, une page entière de son quotidien.

Quand le PCF organise une « consultation », populaire, ce n'est jamais pour permettre aux travailleurs d'affirmer leurs solutions, mais pour entretenir l'esprit de dépendance qu'il a

instauré dans ses relations avec eux.

La brochure de propagande *Vivre*, a été distribuée à des centaines de milliers d'exemplaires. Une page, la dernière, a été laissée blanche. « Cette page est à vous. Si vous souhaitez dire quelque chose au Parti communiste français, écrivez-le ici librement », disait-on. Beaucoup ont répondu pour apporter des témoignages. Oppression, misère, Chômage et peur du lendemain. Tout cela, mis à la remorque d'un projet, celui du PCF, qui apparaît à cette occasion comme la Providence hors laquelle il n'est point de salut. « Nous ne voterons pas pour ceux qui refuseront de prendre les moyens d'un réel changement ». Gare au parti socialiste ! Il faut qu'il

s'incline s'il veut que le PCF donne la consigne du report de voix ! « Je souhaite une grande victoire de la gauche, avec des ministres communistes pour notre bien être ». Dans toute cette sélection, pas un mot de lutte ; ceux qui se battent n'auraient-ils pas écrit ?

Ou bien le PCF ne souhaite-t-il pas, à ceux-là, leur donner trop d'importance ? Le « parti des pauvres » n'aime pas que les pauvres qu'il « représente » parlent trop haut en leur propre nom : il préfère de beaucoup le faire à leur place ; qu'ils parlent, oui, à condition que ce soit pour appeler au secours. Là encore, il ne s'agit nullement d'un débat, au cours duquel les « consultés » auraient à apporter leur pierre à l'édification du projet socialiste. Ils ne sont

là que pour apporter leur caution, approuver, ou se taire. « Page blanche », contre « carte postale ». Chacun sa clientèle. Coup fourré.

Cette pratique, qui, telle l'institution de l'isoloir, laisse chacun poser individuellement ses problèmes face à l'appareil du parti, qui s'en saisit pour pulser ses propres solutions, est à l'opposé de la démocratie. Elle donne une idée assez claire de la manière dont la gauche entend, demain, donner « la parole et le pouvoir » aux travailleurs, lorsqu'elle sera au pouvoir en se faisant plébisciter.

Suzanne VALLÉE

## Giscard chez les aviateurs

Giscard avait choisi de ne pas parler politique en visitant mardi l'École de l'Air, à Salon-de-Provence, cherchant ainsi à renforcer son image de président « au-dessus de la mêlée et se consacrant aux grandes questions d'ordre nationales ». Il n'en a pas moins annoncé deux décisions : d'une part, le nouvel intercepteur français, le Mirage 2000, fera son apparition dans les années 85, d'autre part quatre représentants de l'Etat vont être envoyés chez Dassault, ce qui est le début de la mise en pratique d'une prise de contrôle de l'Etat annoncée par Barre il y a plus d'un an.

# LES ACROBATES DU CERES

● Pendant quelques mois, après la rupture des négociations de la gauche, le Parti socialiste était parvenu à donner l'image extérieure d'une certaine unanimité. En particulier, le CERES, sommé par Mitterrand d'adopter face au PCF une position qui permette au parti de supporter les assauts de Marchais, s'était apparemment soumis : à plusieurs reprises, des motions et textes communs sur la situation politique étaient adoptés à l'unanimité dans les instances de direction où il figure. Depuis quelques semaines, c'en est fini. La minorité du Parti socialiste recommence son jeu de contestation interne, dans un sens toujours favorable au parti de Marchais. C'est ce que confirme l'éditorial de sa revue, *Repères*, dans son édition de février-mars.

En janvier, dans la même revue, le CERES prenait ouvertement position pour des concessions au PCF sur la question des nationalisations. Cet éditorial, accusant la direction mitterrandiste d'avoir sa part de responsabilité dans la querelle de la gauche, avait valu à Motchane, dirigeant du CERES, un blâme infligé par le comité directeur.

## UN VIRAGE APRES L'AUTRE

Aujourd'hui, tout en maintenant sa pression sur les nationalisations, Marchais a pour l'essentiel changé de cheval de bataille. Il réclame essentiellement « des ministres communistes », dans la proportion qu'il jugera sa-

PS et le PCF, porte sur la question de la date de négociation sur le Programme et sur le gouvernement. Marchais, tout en avançant sans y croire des propositions de négociations immédiates, souhaite discuter entre les deux tours, pour utiliser la menace de non désistement comme moyen de pression. Mitterrand, qui ne croit pas à la menace, souhaite au contraire repousser toute discussion après le deuxième tour, une fois les députés socialistes élus en plus grand nombre que ceux du PCF.

Naturellement, les uns et les autres savent que les choses ne se passeront pas exactement, ni d'une manière, ni d'une autre.

## UNE IMPRUDENCE SOIGNEUSEMENT CALCULÉE

Un moment désarçonné par la rupture, le CERES revient donc à la charge sur les bases qui ont toujours été les siennes : celles de l'unité à tout prix avec le PCF. Il le fait alors que les sanctions qu'il a récemment encourues auraient pu l'inciter à plus de prudence. C'est que, actuellement, sa position n'est pas aussi confortable qu'il pourrait y paraître. Certes, la bagarre avec le PCF bat son plein, et il n'est pas de bon ton, dans ces circonstances, d'entrer dans le jeu de l'adversaire. Mais dans le fond, le Parti socialiste sait bien qu'au lendemain des élections, son but ne sera pas, dans l'immédiat, de gouverner seul, mais bel et bien aux côtés du PCF.

Récemment, c'est Pierre Mauroy, félicité par le CERES dans le dernier numéro de sa revue, qui est venu, dans un climat particulièrement chaleureux, soutenir les candidatures des membres du CERES dans le 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris. La fraction la plus représentative de l'appareil du Parti socialiste sait bien, alors qu'elle se prépare au com-



Mauroy successeur de Mitterrand ?

tifaisante. Or, qu'écrit le CERES ? Que « la question décisive aujourd'hui est celle d'un compromis que socialistes et communistes peuvent établir entre eux sur le pouvoir... c'est-à-dire en clair, sur la composition du gouvernement. C'est encore aller dans le sens du PCF.

Mais ce qui est en cause, c'est le degré d'engagement sur le programme et la composition du gouvernement que le PCF parviendra à obtenir du PS.

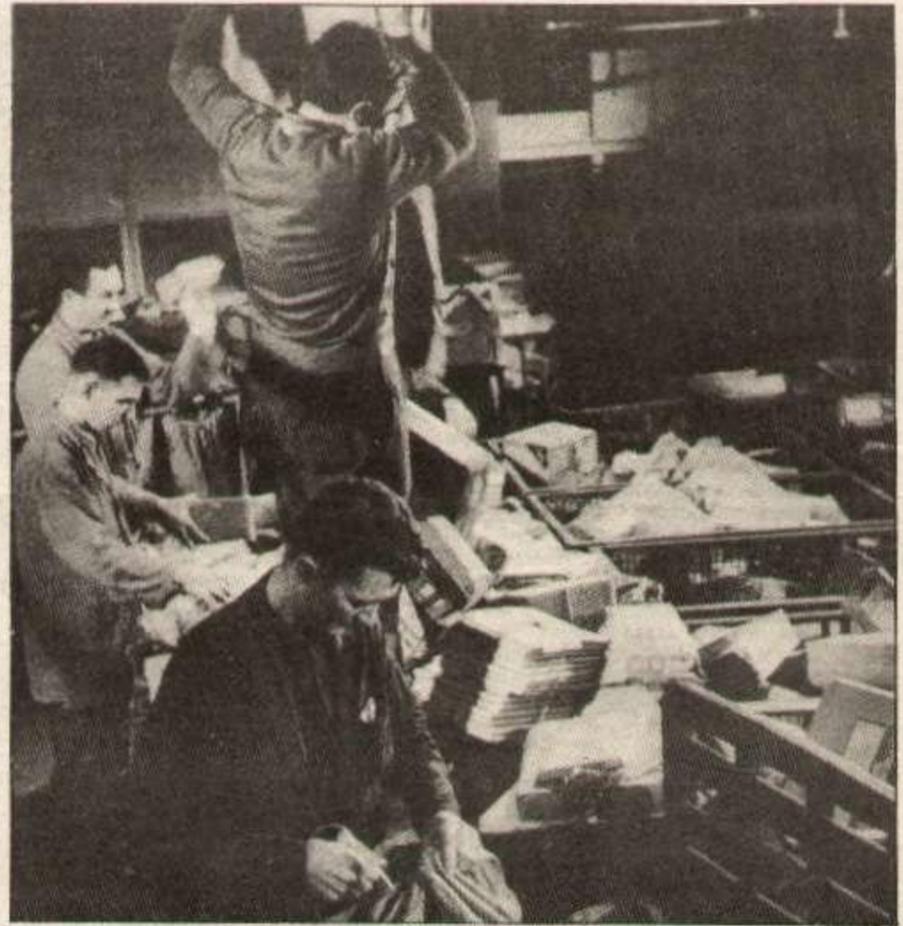
C'est dans cette situation que le CERES propose « un accord sur le pouvoir, entre le 12 et le 17 ».

C'est-à-dire entre les deux tours, concéder à Marchais une discussion sur la composition future du gouvernement. Précisément ce que Mitterrand cherche à éviter au maximum.

promis avec le PCF, qu'elle doit encore ménager dans son parti la tendance favorable à l'unité à tout prix.

Subtil jeu d'équilibre interne, sur lequel le CERES ne manquera pas de continuer à jouer aussi longtemps que la rupture PS-PCF ne sera pas consommée. Ce jour-là, la question sera de savoir quelle fraction le CERES parviendra à entraîner derrière lui dans l'inévitable scission.

Jean LERMET



## Démantèlement accéléré aux PTT ?

● La Fédération CFDT des PTT, dans un communiqué, fait état de bruits persistants concernant la signature imminente par le gouvernement de textes qui engageraient plus avant les PTT dans la voie de la privatisation. Ce communiqué n'ayant toujours pas été démenti par l'administration, il est nécessaire d'être attentif aux mesures déjà prises et à venir.

Plusieurs mesures sont prises en effet depuis un certain temps par la direction générale des PTT dans le plus grand secret, mesures qui faciliteraient la réalisation du projet de démantèlement et de privatisation.

Des mouvements importants de directeurs régionaux ont lieu actuellement, notamment à Rennes et à Nancy.

En même temps se créent neuf zones de télécommunications regroupant chacune plusieurs régions.

Ces zones ont d'ailleurs déjà commencé à se mettre en place, parfois au niveau de la formation professionnelle, de la programmation des Budgets et Plans d'investissements, ou de services comme les LGD (Lignes à Grande Distance).

La Fédération CFDT des PTT s'interroge sur une éventuelle transformation de ces zones en société d'économie mixte, bénéficiant de capitaux privés.

Quant au comité technique ministériel paritaire où siègent les syndicats dont le rôle est d'examiner ce genre de réorganisation, il n'a pas encore été réuni...

La Fédération CFDT-PTT s'occupe d'recueillir un maximum d'informations ; et si ce projet se confirmait, elle appellera

plantation des centres de tri, l'éclatement des grands centres parisiens, la place de plus en plus importante faite à l'automatisation, presque totale en ce qui concerne le téléphone par exemple.

La constitution de ces zones risque-t-elle d'entraîner une remise en cause du statut des postiers et une détérioration accrue de leurs conditions de travail ?

On peut penser en tout cas que l'idée de limiter le développement et la coordination des luttes d'ampleur nationale des postiers par ce découpage n'est pas étrangère à ce projet.

Catherine MÉGEVAUD

téléphonez  
au  
quotidien  
636 73 76



Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## Saint-Denis : à propos de la grève des jardiniers de la mairie

# QUAND LE PCF VEUT CENSURER UNE CERTAINE INFORMATION

● La grève qui opposait 40 jardiniers de Saint-Denis à la mairie PCF de cette ville s'est achevée lundi.

Une grève dont l'objectif était la réintégration d'un jardinier licencié pour les motifs les plus farfelus, et ce d'ailleurs d'autant plus facilement (croyait du moins la mairie PCF) qu'au bout d'un an, cet employé s'était vu prolonger son statut de stagiaire d'une année supplémentaire ! Face à une délégation CGT des services municipaux de la ville (les communaux ont déposé un préavis de grève en soutien) venue demander des explications sur le

«Machination» en général fait penser à une déformation des faits. Or, pas une ligne du tract ne dément ceux rapportés dans la presse, pour la bonne raison que le PCF serait bien en peine de le faire !

Tout au contraire, ce contre quoi s'insurge le PCF est que cette grève ait été relatée dans la presse : «Une machination politique s'est révélée et développée à l'occasion de l'assemblée syndicale et des fait inadmissibles (!) se sont produits qui n'ont rien à voir avec la vie démocratique d'un syndicat. Alors que cette réunion aurait dû être réservée au seul personnel communal, des éléments étrangers ont pu s'y introduire et y demeurer».

### LES PRATIQUES PATRONALES DU PCF

Voilà qui montre avant l'heure, la conception de la

démocratie et de la liberté qu'à le PCF en matière de presse et d'informations ! Liberté pour ses journaux propres, liberté pour les journaux les plus réactionnaires (voir les stands de la fête de l'Humanité) mais refus d'une certaine information, celle qui le critique. Mais pourquoi cette hargne particulière, ces menaces, à propos de cette affaire ? On aura compris que ce n'est pas tant contre *Libération* en tant que tel, que le PCF s'insurge. Ce qui l'a piqué au vif, ce qu'il ne peut accepter de voir dire plus largement, c'est que l'article de ce journal loin de se contenter de critiquer tel ou tel attitude du PCF, montre faits à l'appui, que ce parti se comporte comme un patron, ni plus ni moins !

Si le PCF a cru bon de réagir si vivement, si rapidement aussi, c'est qu'il veut étouffer ces faits surtout à 15 jours des

licenciement, la mairie avait fait connaître sa position par l'intermédiaire de l'adjoint au maire : une grève contre le gouvernement est légitime, donc payée, mais illégitime contre une mairie PCF !

Suite aux informations parues dans la presse, et notamment *Libération* qui tenait ses renseignements des travailleurs communaux eux-mêmes, rencontrés lors d'une assemblée générale, la cellule PCF communaux a cru bon de contre-attaquer, dans un tract au titre évocateur : «*La machination*».

élections.

La mairie PCF veut cacher qu'elle a claqué la porte au nez des travailleurs venus demander des explications sur le licenciement de leur camarade, leur conseillant de retourner travailler !

Elle ne peut admettre que soit connu le fait qu'elle refuse la réintégration du jardinier licencié parce que cela reviendrait à «licencier les cadres qui ont signé la fin du stage de Perret». Autrement dit, le PCF comme n'importe quel patron préfère plutôt donner foi à un cadre (compétence oblige sans doute ?) qu'à un «simple ouvrier». Le PCF surtout veut que ne soit pas connu plus amplement les moyens qu'il utilise, pour briser impitoyablement les travailleurs qui contestent et refusent les conditions de travail et de vie qu'il leur impose dans ses municipalités.

Nous signalions avant hier le cas de cette pépiniériste qui vient d'être licencié à St Denis pour avoir protesté contre l'absence de combinaison durant son travail, vu qu'elle manipulait des produits chimiques dangereux. La mairie PCF loin de répondre à sa demande, après lui avoir donné un «mauvais point» envoyait sur un chantier extérieur où elle dut manier la pioche et la pelle. Allant moins vite que ses camarades hommes, nouveaux «mauvais points» de la mairie qui la mute à nouveau à l'entretien des massifs de fleurs de la ville, tout en la contraignant à continuer en plus le ramassage de temps à autre des pierres et le taillage des arbres ! N'arrivant pas à tout faire, nouvelles mauvaises notes de la mairie... jusqu'au licenciement ! Le patronat a-t-il jamais fait mieux ! Voilà tout ce que le PCF veut taire ! Et pour cela, dans son tract comme on l'a vu, il demande à la section CGT des communaux d'exclure à l'avenir de ses assemblées générales les journalistes qui osent dénoncer sa gestion typiquement capitaliste des municipalités qu'il dirige. Il s'arroge en fait le droit, de dire ce qui est «admissible» ou pas dans la CGT, de dicter à une section syndicale à ses syndiqués, qui ils doivent admettre dans leur assemblée, qui peut discuter avec des travailleurs en grève dans une municipalité dirigée par lui ! Il faut noter à ce propos, que le PCF s'arroge ce droit en son nom

propre pour la bonne raison que ses hommes, dans le syndicat CGT, malgré leurs efforts, n'ont pu intervenir lors de l'assemblée générale en question, où était présente la presse : ce jour là, un certain nombre de militants PCF, délégués CGT, avaient exprimé l'intention de poser le problème de la présence de journalistes, mais ils n'en firent rien. Et pour cause, un certain nombre de communaux avaient contacté d'eux-mêmes les journalistes sans se préoccuper de l'avis du PCF.

### L'AMALGAME : UN PROCÉDÉ CHER AU PCF

Cette affaire montre enfin, la façon dont le PCF entend agir contre ceux, qui mettront en cause sa politique, une fois qu'il sera au pouvoir. La dernière partie du tract dit en effet ceci : «Des éléments étrangers ont pu s'y introduire à l'assemblée générale : il s'agissait d'un représentant d'un quotidien gauchiste... d'un représentant du journal fasciste Minute... des candidats à Saint Denis de Chirac et de Giscard... Ces personnes n'avaient rien à faire là. Ils se sont intégrés d'une façon inadmissible dans une assemblée syndicale. Ils constituent une sainte alliance qui, au delà de son apparente diversité est animée d'une haine des communistes et de la CGT et de la même volonté d'empêcher à tout prix le changement dont les travailleurs ont besoin».

Le PCF a en fait beau jeu de s'appuyer sur le fait qu'effectivement *Libération* à deux ou trois reprises, critique ou laisse à penser qu'il critique la CGT en général, attitude faut-il le rappeler, qui n'est pas la nôtre. Mais c'est pour mieux «oublier» que l'essentiel de l'article critique, faits concrets à l'appui, la mairie PCF en tant que tel !

L'essentiel est que le PCF ressort un procédé qui lui est cher : celui de l'amalgame entre ceux qui le dénoncent... et la droite qu'il ne manquera pas de ressortir contre la presse qui le critiquera. Elle sera accusée, par le PCF de «faire le jeu de la droite ou des monopoles», et sous ce prétexte censurée, voire interdite si le PCF arrivait à mettre en place son projet !

Richard FEUILLET

## CIT-Alcatel : les grévistes retiennent la direction

Depuis 3 semaines, les 2 800 travailleurs de la CIT-Alcatel, filiale de la CGE, sont en grève à 75 %.

Ils travaillent sur plus de 300 chantiers d'installation de centraux téléphoniques.

Ils avancent de nombreuses revendications :

- 5<sup>e</sup> semaine de congés payés,
  - Retour aux 40 h, toute réduction d'horaire doit être compensée à 100 %,
  - Suppression de la règle de trois (une absence de deux ou trois heures fait «sauter» le paiement des déplacements),
  - suppression de l'abattement de la prime de fin d'année,
  - Voyage détente sur le temps de travail,
  - Détente toutes les quatre semaines pour le personnel sur un chantier à plus de 400 kms de chez lui,
  - Jours de congés supplémentaires (détaillés dans la plate-forme) lors des mariages, mariage d'enfants, décès d'un conjoint, d'un enfant, d'un parent...
  - Pour les congés exceptionnels, voyage durant les heures de travail et non remise en cause de la date de détente,
  - Octroi d'heures pour les mères de famille travaillant sur les chantiers (enfants à emmener à la crèche...),
  - Maintien des indemnités de frais de logement (hôtel... lors des déplacements), lors d'un congé payé,
  - Paiement total des salaires après maladie. La sécurité sociale remboursera directement à l'entreprise,
  - Où en est l'étude sur la restructuration des eaux ?
- Demande d'un programme de reconversion électronique et engagement de la direction sur les garanties de l'emploi des travailleurs,
- Etude pour les travailleurs en déplacement pour qu'ils puissent bénéficier d'une retraite anticipée pour les travaux pénibles,
  - Paiement des jours de grève ou étalement des retenues sur plusieurs mois.

Mardi soir au Plessis-Robinson, de nombreuses délégations de grévistes venues de toute la France ont décidé de «retenir» les cinq directeurs qui refusaient absolument toute discussion.

Dans la soirée, les grévistes annonçaient la présence de forces de police à l'extérieur.

## Manufrance : nouveau PDG

Un nouveau PDG vient d'être désigné à Manufrance, le quatrième en quelques semaines. Ancien chef de cabinet d'Edgar Faure, il aura la charge de trouver des investisseurs. On murmure que Doumeng, le milliardaire du PCF, pourrait être de ceux-ci.

## Berliet : débrayages contre le chômage partiel

Aux usines Berliet de Vénissieux, les travailleurs employés au montage des camions (CD 1) et également d'autres secteurs ont arrêté le travail deux fois lundi matin, et pour amener la direction à négocier ; ils ont décidé de continuer cette forme d'action. La direction maintient sa décision de chômage partiel et annonce d'ores et déjà de nouvelles journées chômées !

A Berliet-Feuillat où les travailleurs sont en lutte également, la direction préfère embaucher des intérimaires plutôt que négocier. A l'usine Monplaisir, ce sont tous les ouvriers qui ont débrayé le 23 février.

Achetez le *Quotidien du Peuple* tous les jours dans le même kiosque

## Les bons et les méchants

La direction de la clinique Rény à Saint Dizier (Haute-Marne) n'est pas à court d'idées pour exercer sa répression anti-syndicale. Dans cette clinique en effet, le personnel syndiqué, ou soupçonné de l'être doit porter des blouses roses «vif» et le reste des employés des blouses bleues !

De plus, le Docteur Rény, ponte de la fédération de l'hospitalisation privée, et fervent partisan des idées de bon sens de Furnon s'acharne à rendre la vie impossible à la secrétaire du syndicat CGT. Tout y passe : provocations, procès, lettres anonymes, tentatives d'expulsion de son logement, etc.

L'Union locale CGT appelle jeudi à 15 heures à une journée pour les libertés syndicales avec la participation de délégations régionales et nationales.

## Le patron voit double : les travailleurs débrayent !

A la SNECMA (société nationale de moteurs d'avions) à Corbeil (Essonne), 68 tourneurs se sont mis en grève le 2 février, car ils refusent de travailler sur deux machines en même temps comme veut le leur imposer la direction.

Pour augmenter la productivité, la direction a fait installer il y a 10 ans environ, les premières machines à commandes numériques : reliées à un ordinateur qui automatise les programmes d'usinage à effectuer sur telle ou telle pièce, elles réduisent le travail de l'ouvrier tourneur à la surveillance et à la correction du rythme imposé par la machine.

Ce travail fastidieux et déqualifié, très fatigant nerveusement dans le bruit et la lumière artificielle, le patron voulait que les 68 tourneurs le fasse maintenant sur deux tours à la fois !

Une collecte de soutien a permis de recueillir déjà 110 000 francs actuels pour les grévistes.

## NOUVELLES DE FRANCHE-COMTÉ

### Besançon : nouvelles menaces contre les handicapés du CAT

Pour tenter d'intimider les travailleurs du CAT, une nouvelle fois le pouvoir a convoqué les délégués syndicaux du CAT à la police. Le prétexte en est toujours «la mise en sécurité du fichier» et la poursuite des «ventes sauvages». Pendant ce temps, les responsables de la faillite et de la fermeture du CAT (l'ancien directeur qui s'est mis à son compte à mondre frais et les gens du PS, membres du C.A.) ne sont pas inquiétés.

Dans le même temps, ils ont d'ailleurs préparé un plan de relance particulièrement démagogique. Il prend comme base la loi d'orientation, soi-disant en faveur des handicapés, c'est-à-dire qu'il refuse de considérer les handicapés comme des travailleurs adultes : ni droit au SMIC, ni droit syndical ! Le CAT serait transformé pour l'essentiel en «atelier protégé». Cela signifie que les handicapés ne bénéficiant plus d'aide de l'Etat seraient obligés de faire des cadences infernales pour avoir une paie inférieure au SMIC, d'autant plus que les valides ne devraient plus mettre la main à la pâte mais devraient se transformer en garde-chiourmes. Démagogiquement le projet prévoit d'embaucher davantage d'handicapés et même de transformer à grand frais en atelier un local récemment aménagé en bureaux. La section syndicale CFDT du CAT qui refuse la remise en cause des avantages acquis émet les plus grandes réserves sur le sérieux de ce projet d'autant plus que le même Huot (PS) qui défend ce projet d'atelier protégé expliquait il y a 2 ans dans une note que les ateliers protégés fermaient les uns après les autres car ce système ne pouvait marcher. On ne peut mieux dire sur la véritable signification de la manœuvre conjointe de la police et du PS : tenter de faire taire les travailleurs du CAT le temps des élections.

### Le mépris de la sécurité en Franche-Comté

● Près de Belfort, un ouvrier de 56 ans travaillait sur le toit d'un atelier, la verrière se brise, il fait une chute de 10 mètres et est grièvement blessé.

● Procès à Besançon : un chef d'entreprise fait appel de sa condamnation. Il trouve (et son avocat, M<sup>e</sup> Formi, candidat CERES de Belfort, aussi) que 2 mois de prison avec sursis et 1 000 F d'amende, c'est beaucoup trop payé pour la mort d'un jeune de 16 ans écrasé par une bétonneuse. L'argument : on ne peut pas s'occuper de 15 chantiers en même temps et veiller à ce qu'un jeune ne soit pas embauché pour faire des travaux interdits parce que dangereux ; ce serait plutôt la faute du père qui avait insisté pour faire embaucher son fils ?

● A Pontarlier : le toit du gymnase ne peut pas résister au poids de la neige mais le Rectorat donne son accord.

Le toit d'un gymnase s'était effondré sous le poids de la neige sans faire de victimes, l'écrasement s'étant passé en pleine nuit. L'enquête a montré qu'il n'y avait pas de tiges de scellement réglementaires. Un autre gymnase sera ouvert par le Rectorat dès lundi aux écoliers. Pourtant l'enquête a montré qu'il ne pourrait supporter plus de 52 kg aum 2, or un mètre carré de neige mouillée pèse jusqu'à 800 kg ! Qu'à cela ne tienne ! Pour le Rectorat, il est utilisable «sous réserve de le déneiger en cas de chutes abondantes». Voilà comment on conçoit la sécurité des enfants dans la ville d'Edgar Faure !

### Mondial Moquette : les complices en correctionnelle

Entre 48 et 63 millions de francs, c'est le montant du détournement et le fruit de la complicité entre le patron, la gérante, le directeur administratif de Mondial Moquette et l'ex-directeur de la banque Marin-Griano-la, et qui justifie leur présence devant le Tri-

bunal correctionnel de grande instance de Lyon. Les peines requises sont assorties pour une part du sursis par le procureur, elles seront sans doute appliquées avec mollesse pour ces émules de Dassault et compagnie.

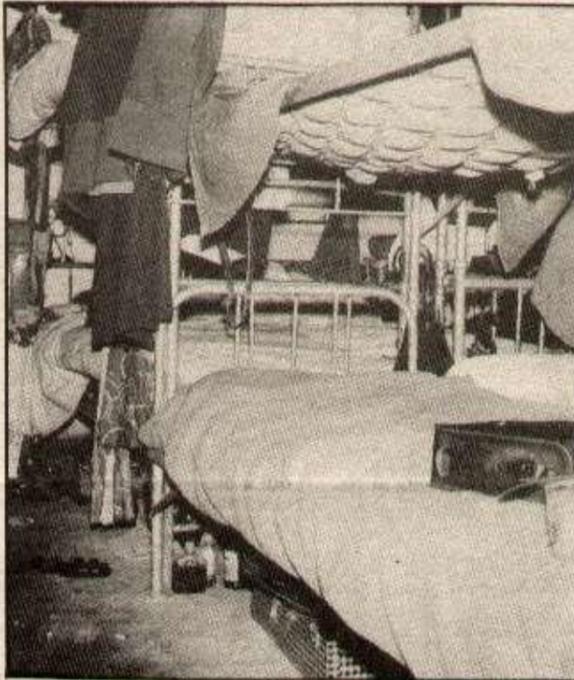
## Modification des conseils d'administration des HLM

### «PAS ASSEZ D'ÉLUS LOCAUX» DÉPLORE LE PCF

● Le journal officiel va publier incessamment un décret réintroduisant les représentants des locataires dans les Conseils d'Administration des Offices HLM. Depuis 1963, il n'y avait plus de représentant des locataires dans les Conseils d'Administration.

Le Conseil était composé jusqu'à ce jour de 12 personnes : la moitié d'entre elles, soit six, sont nommées par le Préfet ; il y a deux fonctionnaires, l'un de la Caisse d'Épargne, l'autre des Allocations Familiales. Enfin, on compte quatre élus locaux.

### Comment nous vivons au foyer de l'Iser



«Nous sommes 224 travailleurs immigrés parqués dans un terrain situé au-dessous des lignes à haute tension, entre la décharge à ordures de Saint-Denis et l'usine d'épuration d'Épinay sur Seine.

Nous dormons dans des vieilles baraques en tôle, 16 personnes par 42 mètres carrés sur des lits superposés. Les radiateurs sont à peine tièdes. Il fait si froid : parfois l'eau gèle dans les chambres (et en été, on crève de chaleur). Il y a plein de courants d'air, il pleut de partout, et ça pue la décharge. Il y a plein de rats, de cafards. On ne peut pas s'isoler, on ne peut pas dormir : les bruits de la décharge, ça commence à 4 h du matin, et comme on n'a pas les mêmes horaires de travail, les uns réveillent les autres.

Pour aller aux toilettes, il faut sortir sous la pluie et dans le froid, et il y a seulement 12 WC pour 224 personnes. Il n'y a pas de chauffage, l'eau chaude est juste assez pour une seule personne, pour se doucher, il faut aller à Saint-Denis.

Dans les cuisines, il y a seulement 22 réchauds, et beaucoup ne marchent pas. Pour les provisions : pas de frigos, pas d'endroits pour les mettre, pas de magasin à proximité.

Et les patrons disent que les travailleurs immigrés sont toujours malades, il ne faut pas s'étonner, à 16 personnes par chambre, si l'un de nous attrape la grippe par exemple, les autres l'attrapent aussi.

Le foyer est géré par Jean-Pierre Bouquet, directeur de l'office départementale des HLM, gérant des deux autres foyers à Sevran, conseiller municipal de Sevran et membre du PCF.

Évidemment, il ne fait rien pour nous.

Depuis un an et demi, nous sommes en grève de loyer, nous refusons de payer 1 600 F pour 42 m<sup>2</sup> de dortoir, même à Paris un appartement tout confort n'est pas aussi cher.

Nous exigeons d'être relogés tous ensemble, et rapidement à Saint-Denis dans un vrai logement, avec des chambres de une ou deux personnes, avec le statut de locataire, pour un loyer maximum de 150 F par personne.

Nous appelons à la réunion du comité de soutien. Le 3 mars à 20 heures et à la journée portes ouvertes le 11 mars à partir de 14 heures.»

Les résidents du foyer de L'ISER

La modification publiée par le JO consiste à modifier le nombre total des sièges : il y aura 20 personnes au conseil d'administration ; dix nommés par le préfet, six élus locaux, deux locataires et deux fonctionnaires. Au total et en terme de proportions, cet arrêté modifie peu le rapport de forces dans les conseils, tout en ayant l'air démagogiquement de répondre aux revendications en redonnant leurs sièges aux locataires. La proportion des personnes qui ne sont pas désignées par le préfet n'augmente pratiquement pas (33 à 40 %).

Cet arrêté intervenant quelques jours avant les élections, maintient donc le contrôle strict de l'Etat sur la gestion des offices et interdit tout contrôle des locataires sur les comptes et le fonctionnement des offices.

Cette mesure qui ne change rien, a le don de mettre hors de lui le PCF. Il est intéressant de voir de quel point de vue il manifeste son mécontentement. L'Humanité, de mardi s'indigne de la diminution relative du poids des «élus locaux», présentés pour la circonstance comme étant des locatari-

res «comme ceux qui les élisent». Le journal rappelle une déclaration faite par Giscard en décembre où il souhaitait «resserrer les liens entre les collectivités locales et les offices d'HLM» et exige un renforcement du poids des élus locaux, c'est-à-dire dans un grand nombre de municipalités le poids des hommes du PCF dans les conseils ! Le PCF voit dans ce poids accru de ses élus, la garantie de la «démocratisation» des conseils chose infiniment plus importante pour lui que d'accorder un pouvoir réel de décision à ceux qui vivent dans les cités, les travailleurs eux-mêmes ! Cette exigence du PCF va tout à fait dans le sens de son désir de contrôler toujours plus de nouveaux rouages de l'Etat et de la vie du pays, pour imposer son projet politique. La même édition de l'Humanité se montrait infiniment plus discrète sur cet appel révélateur des immigrés du foyer de l'Iser aux prises avec le directeur de l'Office départemental des HLM de la Seine St Denis, un marchand de sommeil en même temps membre du parti de Marchais.

Pierre PUJOL

### Verdict dans l'affaire Dupin, l'avocate : «C'est un très bon résultat»

Suite à la décision du tribunal de Lille, concernant Franck Dupin, militant du MLAC, nous avons recueilli les impressions de l'avocate, Odile Tabernay, qui a assuré sa défense lors du procès du 20 février. Odile Tabernay, rappelle que c'est bien la liberté d'avortement qui était remise en cause, et que «Franck Dupin encourait 10 ans de prison. Le tribunal a d'une part écarté les 400 avortements qui lui étaient reprochés, et d'autre part, rendu un jugement qui sur le plan de la sanction pénale est quand même extrêmement minime, qui est un jugement de pur principe. En ce qui concerne les parties civiles qu'il a déboutées, c'est une excellente chose et nous l'avions demandé lors des délibérés. En ce qui concerne la constitution de la Partie civile de la jeune fille, légalement elle était plus douteuse, mais nous n'entendions pas le

soulever, et c'est une façon de lui reconnaître qu'elle avait véritablement le droit à l'avortement. Alors qu'aux termes de la législation actuelle, elle aurait pu être poursuivie pour l'avortement lui-même. Donc dans l'ensemble, je pense que c'est un bon résultat». Le résultat de ce procès représente donc un acquit : «Ils n'osent plus appliquer leur propre loi, ils se rendent compte qu'elle est complètement inadaptée à la situation et qu'elle ne veut plus rien dire. C'était une loi extrêmement répressive, qui a été faite pour une époque où l'avortement dans son principe était considéré comme totalement inadmissible. Aujourd'hui, où il est entré dans les mœurs, ou ce qu'on reproche simplement aux gens c'est de l'avoir fait sans être médecin, ils ne peuvent plus appliquer une loi pareille, c'est impossible».

## Vaulx-en-Velin : violence raciste

●Un élève mauritanien, de l'École Nationale des Travaux Publics de l'État (ENTPE) de Vaulx-en-Velin (Rhône) s'est vu agressé violemment, alors qu'il venait de déposer un dossier de renouvellement de carte, au «Service des Étrangers», quai de Jaÿr à Lyon. Face à cette nouvelle agression raciste, le jeune Mauritanien Ahmed porte plainte et, le jour même, un comité de soutien est créé, exigeant que «toute la lumière soit faite sur cette affaire ainsi que sur la situation générale du Quai de Jaÿr» et une simplification des démarches administratives. Nous reproduisons ci-dessous la plainte déposée par Ahmed :

Monsieur le Procureur de la République

Le jeudi 16 février 1978 à 10 heures, je me rends pour le troisième jour consécutif au Service des Étrangers de la préfecture Quai Jaÿr afin de renouveler ma carte de séjour, expirant le 20 février. Là, un agent de ce service me signale qu'il me manque mon passeport et mon certificat de scolarité et je précise que ces deux pièces ne m'avaient pas été réclamées les jours précédents. C'est alors que je me suis emporté, signalant à l'agent qu'il aurait pu me donner à ma première visite la liste des pièces à fournir. A cet instant l'agent me reprend mes papiers et avec trois de ses collègues m'ordonne de monter au premier étage ; arrivé au pied des escaliers, ils commencent à me frapper brutalement et me traînent jusqu'au bureau de l'inspecteur de service. Avant d'être présenté à ce monsieur, je lui signale d'emblée que ses

quatre collègues m'ont frappé. C'est alors que lui-même m'insulte copieusement avec les qualificatifs racistes bien connus (bougnoù, etc.) et se met à me cogner jusqu'à ce que je saigne du nez. Les quatre autres continuèrent à me frapper, alors que j'étais à terre à demi-évanoui. Plus tard, ils m'ont ordonné de me laver le visage ensanglanté et d'ôter mes vêtements sous prétexte d'une fouille. Enfin, avant de partir, j'ai signé certains papiers dont je ne connais pas l'objet ; ils m'ont remis une convocation stipulant des pièces que j'avais à fournir pour le lundi 20 février. Aussitôt je suis allé voir un médecin qui a dressé un certificat médical comportant un arrêt de travail de six jours, et dont vous trouverez ci-joint une photocopie...

Comité de soutien à Ahmed ENTPE  
8, rue Maurice Audin  
69120 VAULX EN VELIN

### Le Comité de soutien à Saïd Jertila proteste

Les personnes qui ont répondu à l'appel du Comité de soutien en se rendant en délégation au ministère de l'Intérieur, protestent contre le refus qui leur a été notifié par un représentant des forces de l'ordre de ne pouvoir remettre au Ministère de l'Intérieur le dossier de Saïd Jertila appuyant la demande de recours gracieux pour lever la mesure d'expulsion prise à son encontre.

Le comité de soutien contre l'expulsion de Saïd Jertila appelle à la plus grande vigilance quant à la politique systématique d'expulsion mise en place par le gouvernement et à venir signer la pétition à sa permanence du 154, rue Saint Maur, Paris 11<sup>e</sup>.

### Explosion évitée de justesse à Aubervilliers

Une odeur de gaz suspecte a attiré l'attention de plusieurs habitants d'un immeuble situé à Aubervilliers, dans la Seine Saint Denis. Après vérification une fuite importante a été repérée... Aujourd'hui tout le monde se pose la même question : et si personne n'avait senti l'odeur de gaz, que serait-il arrivé ?

### Encore un accident aux Potasses d'Alsace

Nouvel accident aux Potasses d'Alsace. Henri Krochowki, un ouvrier âgé de 27 ans a eu le pied écrasé par un bloc de sel. Il a dû être amputé du pied gauche. Le 16 janvier dernier un ouvrier de 26 ans avait été tué aux Potasses lors d'un accident du travail.

## VAGUE DE LUTTES EN ALLEMAGNE

Au mois de janvier, les dockers étaient en grève pendant dix jours en RFA. Leur victoire suscite chez les métallurgistes l'idée qu'il est possible de faire céder le puissant patronat allemand. D'autant plus que les imprimeurs ont cessé le travail et ont empêché, dans la journée de mardi, la parution de quatre quotidiens.

Ceux-ci s'inquiètent des répercussions sur leur emploi de l'introduction de nouvelles techniques d'impression.

Les métallurgistes, pour leur part, revendiquent des hausses de salaires. On entre en effet en RFA dans la période de négociation annuelle du pouvoir d'achat. Le patronat propose de 3 à 3,5 % d'augmentation des salaires ; les travailleurs revendiquent 8 %.

Les propositions du patronat, disent-ils, permettraient à peine de rattraper les hausses du coût de la vie. Par ailleurs, les syndicats font remarquer que la productivité des entreprises a augmenté l'an passé

de 4 % !

Le gouvernement, comme on pouvait s'y attendre, prend fait et cause pour le patronat, même si les sociaux-démocrates, pour le moment, sont obligés de prendre quelques précautions pour ne pas se couper des syndicats, qui sont un de leurs principaux soutiens politiques.

Les métallurgistes entreprendront-ils en grève ? Deux millions d'entre eux pourraient être concernés par le mouvement. Pour le mo-

ment, le patronat dispose d'une arme : le lock-out, couramment pratiqué dans ce pays.

Autre sujet de tension politique : le syndicat patronal cherche à faire annuler devant le tribunal constitutionnel la loi sur la participation. Une loi pourtant bien inoffensive pour le capital, puisqu'elle institue en quelque sorte la collaboration de classe.

Mais, en Allemagne Fédérale, va-t-on vers une remise en cause du consensus social ?

## POUR REMPLACER LE PÉTROLE D'ARABIE SAOUDITE

On sait que PS et PC ont dénoncé la politique de Giscard dans le domaine de l'importation du pétrole et ont préconisé des importations d'hydrocarbures d'Algérie, ce qui rééquilibrerait la balance des paiements entre la France et l'Algérie, aujourd'hui déficitaire pour cette dernière.

Le ministre de l'énergie, M. Ghazali reconnaît bien que seule l'augmentation des ventes de pétrole et de gaz pourra rééquilibrer les échanges commerciaux, mais quel que soit le parti

au pouvoir, l'Algérie entend suivre sa propre politique énergétique. «Aujourd'hui a déclaré M. Aït Laoussine, vice-président de la Sonatrach, je n'ai pas de pétrole à vendre à la France». Les responsables algériens ont démenti l'existence de contrats entre la Sonatrach et les partis de «gauche». L'Algérie n'a pas moins de 30 clients et s'en tiendra à la politique de diversification qui a été suivie à la suite de la suite des déboires avec la France quand celle-ci achetait les deux tiers de

son pétrole. Elle s'opère à partir de deux règles :

1 - Limitation géographique : partage équitable entre le marché européen et le marché américain.

2 - Limitation quantitative : aucune compagnie ne prélève plus de 4 millions de tonnes.

L'Algérie n'a pas non plus de gaz à vendre à la France jusqu'en 1985. Elle s'est fixée un objectif de vente de 70 milliards de mètres cubes par an jusqu'à cette date, et tous les contrats permettant d'atteindre cet objectif ont

déjà été signés.

Ainsi, si la France veut acheter ses hydrocarbures en Algérie, elle devra investir pour découvrir de nouveaux gisements de gaz et de pétrole. Pour remplacer le pétrole qui vient d'Arabie Saoudite, il faudrait, de plus, que ces nouveaux gisements découverts soient du pétrole lourd que l'Algérie ne produit pas actuellement.

Seul le pétrole lourd venant d'URSS pourrait remplacer actuellement le pétrole venant d'Arabie Saoudite.

### Querelle Franco-Danoise :

## PAROLES APAISANTES DU PREMIER MINISTRE DANOIS

Anker Joergensen, premier ministre danois et actuel président du conseil de la communauté européenne est revenu sur les déclarations qu'il avait faites au «National Press Club» de Washington. En effet, Joergensen, qui terminait une visite officielle aux États-Unis, a déclaré au cours d'une conférence de presse que l'éventuelle arrivée de la gauche au pouvoir en France ne changerait pas les «principaux aspects» du Marché commun car, a-t-il précisé, «le Parti socialiste est en faveur de la CEE». Il a rajouté, parlant de Mitterrand : «Il serait un très bon dirigeant et un dirigeant indépendant.»

Un autre membre du gouvernement danois, Andersen, ministre des Affaires étrangères, avait également critiqué le gouvernement français au cours d'un dîner à Copenhague avec les membres de la Commission politique du Parlement européen. La France a été critiquée pour s'être opposée au rapport

Blumenfeld, document dans lequel les parlementaires demandent à être associés aux rencontres de coopération politique des Neuf.

Andersen a également reproché à la France d'avoir rompu la solidarité communautaire à la conférence de Belgrade en présentant seule un document de clôture.

L'initiative de la France, a dit Andersen, était une opération électorale qui ne pouvait qu'échouer parce qu'elle n'avait pas le soutien des partenaires européens de la France et qu'elle semait la perturbation dans tout le camp occidental.

Giscard a estimé que ces déclarations, notamment celles de Joergensen, étaient une ingérence dans les affaires intérieures de la France et a convoqué l'ambassadeur du Danemark.

Joergensen a donc déclaré qu'il n'avait commis aucune ingérence dans les affaires intérieures françaises et qu'il ne fallait pas

interpréter sa déclaration à Washington comme telle. A la suite de cette querelle, Giscard avait envisagé la remise en cause de l'actuelle présidence danoise de la CEE et le boycott du prochain conseil européen prévu à Copenhague les 7 et 8 avril.

Rappelons que ce sont

les socialistes qui sont actuellement au gouvernement au Danemark.

De son côté, le parti du progrès, deuxième parti danois, a critiqué le soutien apporté par Joergensen au PS et a envoyé un télégramme à Jacques Chirac pour préciser sa position.

### Pour la bataille politique de 78

### ABONNEZ VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

6 mois..... 180 F

Nom .....

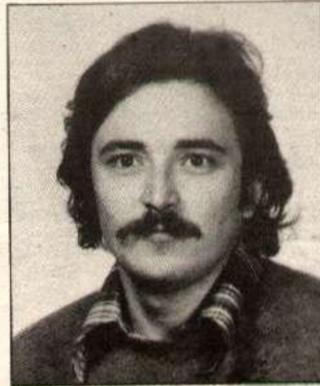
Prénom .....

Adresse .....

Achetez le *Quotidien du Peuple* tous les jours dans le même kiosque

# Dans la bataille, avec les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne

Rhône 2<sup>e</sup> circons.



**Pierre RUFFIER**  
Médecin généraliste

Après avoir participé au mouvement de mai 68, Pierre Ruffier travaille en usine pendant deux ans, dans la région de Sochaux. Il se mobilise contre l'empire Peugeot qui exerce partout sa domination. Puis il termine ses études de médecine, s'engageant dans toutes les luttes qui se mènent sur le front de la santé. Il milite alors pour la libéralisation de l'avortement. Aujourd'hui, il a engagé avec des ouvriers de Pierre-Bénite tout un travail contre le pollueur Péchiney-Ugine-Kuhlman.

Communiste révolutionnaire, il a le souci de mettre son savoir médical au service des travailleurs et de leurs luttes. Dans cet esprit, avec des médecins progressistes, il se bat contre le Conseil de l'Ordre et se bat pour jeter les bases d'une autre médecine.

Suppléante : Jacqueline SILIZETTI ménagère

Rhône 7<sup>e</sup> circons.

**Josette DELIGANT**  
Ménagère

33 ans, née à Villefranche, dans une famille ouvrière de 9 enfants, elle a commencé dès l'âge de 16 ans à travailler dans les usines de confection de la ville puis chez Mulsant. Elle a participé activement aux luttes contre les licenciements, dans les Comités de lutte contre le chômage. Actuellement ménagère, elle est mariée à un ouvrier de la métallurgie et mère de 2 enfants. Elle participe aujourd'hui à la lutte des jeunes et des femmes dans son quartier.



Suppléant : Dominique CAZZOLA maître auxiliaire

Dominique CAZZOLA, 28 ans, fils d'ouvrier, maître auxiliaire, syndicaliste. Lui-même soumis aux incertitudes de l'emploi, il a participé activement aux luttes contre le chômage.

## DU VIEUX LYON AUX BARRES DE LA DUCHERE

La deuxième circonscription du Rhône regroupe les arrondissements de l'Ouest lyonnais (V<sup>e</sup>, IX<sup>e</sup> et une partie du II<sup>e</sup>). Elle rassemble des quartiers très différents. Partant du cœur historique de Saint-Jean et de son vis-à-vis de l'autre côté de la Saône, elle va jusqu'à Vaise et ses ghettos pour travailleurs immigrés, en passant par La Duchère, cette immense cité, Saint-Rambert, une vieille commune presque rurale, sans oublier Fourvière.

Le PS y envoie Yvette Roudy pour essayer de conquérir un siège.

A Vaise, où sont concentrées les usines de la circonscription, l'usine textile Rhodia Rhône-Poulenc a fermé, jetant à la rue 1 200 travailleurs d'une moyenne d'âge de 50 ans ; ce qui leur promet des difficultés supplémentaires pour retrouver un emploi. Le PCF tente de récupérer les voix des ouvriers, avec sa campagne d'affiches pour la nationalisation de Rhodia-Poulenc, mais il n'a jamais assuré que Rhodia survivrait ! Il oublie vite qu'il n'a rien fait quand il était encore temps... Quand les patrons de Rhodia imposaient des semaines chômées,



des licenciements, le parti de Marchais ne proposait que d'éternelles «journées d'action» sans lendemain. Sa tactique a effectivement réussi à décourager de nombreux travailleurs, empêchant qu'une lutte efficace se mène contre la fermeture. Par contre, cela a conforté l'opinion de beaucoup d'autres pour qui ce parti ramène tous les objectifs aux seules élections.

### LA DUCHERE, SAINT JEAN : DEUX ASPECTS D'UNE MEME POLITIQUE DU LOGEMENT

Au dessus de Vaise, dans les grandes barres d'immeubles de La Duchère, beau coup de locataires connaissent le sinistre cortège des saisies et des expulsions. Isolés, ne connaissant pas leurs voisins, ils se retrouvent seuls face à l'huissier. Mais dans certains secteurs, des comités luttent depuis longtemps contre la hausse des prix du chauffage, contre les expulsions. A travers des luttes parfois victorieuses, de nombreuses familles ont pris conscience de la politique de la bourgeoisie.

Saint-Jean, le quartier historique du vieux Lyon où vivaient beaucoup de vieux travailleurs, n'est pas épargné. Le caractère même de ce quartier des bords de Saône, ses ruelles étroites, ses vieilles maisons, pour certaines datant du XVI<sup>e</sup> siècle, a attiré les revendeurs de distraction. Ainsi ont fleuri par dizaines les boîtes de nuit, les restaurants, les théâtres de poche, etc. Quotidiennement, c'est la foule dans les rues. En contrepartie, on essaie de chasser les habitants de diverses manières (rénovation, bruit). Mais organisés dans un comité, les habitants du quartier se défendent.

A l'industrie, un secteur ouvrier très vivant il y a quinze ans, c'est le dépeuplement actuellement. Les employés ont dû suivre leurs entreprises qui déménageaient. De celles qui restent, l'une va fermer en faisant plus d'une centaine de chômeurs, «La Bière 33».

Et s'il reste aujourd'hui encore 800 habitants, le plan d'occupation des sols risque de les expulser pour construire des résidences pour les couches moyennes. Ce genre de constructions fleurit aussi à Saint Rambert sur d'anciennes prairies qui servaient d'aires de jeux aux enfants et de lieu de promenade pour les familles populaires.

### UN CHASSÉ-CROISÉ RPR-PS-CDS

L'illustre représentant de cette politique, dans la circonscription, est Guillermin, RPR, député sortant depuis 1962. Comme il ne se représente pas, sa succession va donner lieu à une primaire serrée à droite. Gaudry, le responsable RPR du Rhône doit affronter Roger Fenech, CDS, soutenu par les Giscardiens. Mais si Fenech semble avoir plus de chances que son «partenaire» de droite, il doit tenir compte de la poussée de la gauche, surtout nette dans la IX<sup>e</sup>. Au Conseil général, Fenech a été battu en 76. Pour ramasser les fruits de la récolte, le PS a délégué un membre du secrétariat national, Yvette Roudy, de surcroît fidèle de François Mitterrand. Le vote de la circonscription comme quelques dizaines d'autres, sera décisif au niveau national, décisif pour les politiciens, oui, pour les travailleurs certainement pas !

## UN SAVANT DOSAGE

La 7<sup>e</sup> circonscription, au nord-est de Lyon, avec ses 3 cantons de part et d'autre de la Saône (Neuville sur Saône, Limonest, Rilleux) est le résultat d'un savant dosage qui a permis à Giscard de faire un assez bon score en 74 (57,8 % des voix).

Y vivent des ouvriers, des employés et aussi une forte proportion de cadres moyens et supérieurs. Les municipalités sont en général tenues par la droite (par exemple, Dugoujon, député sortant est maire de Caluire depuis 65, et Nicole Pasquier 1<sup>er</sup> adjoint).

Ecully, Champagne, les Monts d'Or forment la banlieue résidentielle de Lyon. Les villas bourgeoises ont là un site plus qu'agréable !

«Caluire réjouit les oisifs et enrichit les travailleurs...» voilà la devise du maire. Mais tel n'est pas l'avis des travailleurs, que les petits patrons de Reel, Pierre, exploitent sans limites.

En juillet 76, après 8 semaines de grève, les ouvriers agricoles tisiens de «Caluire légumes» obtenaient, malgré toutes les pressions, d'importantes améliorations de leurs conditions de travail : sur les salaires, les horaires, la liberté d'expression.

Cette commune de 45 000 habitants est en majorité assez bourgeoise.

Rilleux l'est beaucoup moins. 30 000 habitants, 10 % d'immigrés, Rilleux consti-

tue avec sa ZUP, une cité dortoir pour Lyon. Dans la zone industrielle se sont implantées les entreprises comme le Crédit Lyonnais où ses 750 employés ont mené des luttes importantes. L'alimentation avec Lessieur, les jouets avec Majorette, la confection avec Rasurel se partagent le reste de la zone industrielle, employant principalement des femmes, immigrées pour la plupart.

Les 80 licenciements prévus chez Thermo viendront grossir le chiffre des 700 chômeurs.

### NEUVILLE LES GADGETS DU PS

Chez Roussel-Uclaf, la pollution et le danger sont permanents, les accidents du travail très fréquents. Récemment, l'explosion d'une cuve a fait un mort parmi les ouvriers.

La situation de l'emploi n'est guère brillante. Des usines ont fermé (Chauvin en 75, Gillet Thaon en 77 (140 licenciements), Macoter (bâtiment, 80 licenciements)). A Lincrusta C.I.N (usine de cartonnage et d'emballages), le carnet de commande est bien mince, le chômage partiel est prévu pour mars.

Élu en 77, la municipalité de gauche (majorité PS), dont le 1<sup>er</sup> adjoint est Lindeperl (candidat PS) a «innové» en

transportant les séances du conseil municipal à la salle des fêtes, pour qu'un plus grand nombre d'habitants puissent y assister. Évidemment toutes les décisions importantes sont discutées et prises ailleurs («en commissions»).

La municipalité a aussi participé à la manifestation des travailleurs de Gillet Thaon contre la fermeture : ...simplement pour la photo, publiée le lendemain dans le bulletin municipal («les représentants de la mairie en tête de la manifestation»). Leur seul «appui» à la lutte, ayant été l'envoi d'une vague motion à la préfecture...

### DANS LES MONTS D'OR, LUTTES POUR DÉFENDRE LE CADRE DE VIE

Les Monts d'Or, «poumons de Lyon», sont asphyxiés par les résidences secondaires. La spéculation foncière y bat son plein, les agriculteurs sont chassés un à un. C'est pourquoi des associations pour la Sauvegarde des Monts d'Or se sont créées.

Un «Comité de défense» s'est constitué contre le projet de la ligne haute tension St Vilbat Bayet qui, venant de la centrale nucléaire du Bugey, doit passer par les Monts d'Or (St Germain, Chasselay et Genay).

Luttes que les candidats de gauche comme de droite, tentent de récupérer.

# et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne



## BARRE CHAHUTÉ PAR LES «PORTEURS DE PANCARTES»

Effrayé par les manifestations...

Rhône 4<sup>e</sup> circons.



**Robert DURAND**  
Enseignant

33 ans, issu d'une famille populaire, il est marié et père de deux enfants. Il a participé à Villefranche sur-Saône aux luttes contre le racisme et les expulsions de travailleurs immigrés, contribuant à la constitution de comités de lutte contre la circulaire Fontanet. Militant anti-impérialiste, il a apporté son soutien aux luttes des peuples, en particulier palestinien et arabe, en popularisant leurs luttes, en organisant avec succès des collectes d'argent et de médicaments. Par la suite, il a tissé des liens sur son quartier où il a impulsé la constitution d'un comité de locataires, organisant une lutte victorieuse contre la hausse des charges. Aujourd'hui, il milite à Lyon où il participe aux luttes populaires en particulier contre le chômage.

Suppléant : Jean-Paul SAMSOËN chômeur

53 ans, père de deux enfants. Il participa à la résistance contre l'occupant nazi. Par la suite, il a travaillé en Algérie ; connu pour ses sympathies pour la lutte du peuple algérien, pour échapper à la répression de l'OAS, il doit rentrer en France. En 68, il adhère au PSU, avec l'espoir (rapidement déçu) que ce parti préparera la révolution. Depuis 76, il a rejoint les rangs du PCF. Travaillant dans le bâtiment, il a mené des luttes pour l'amélioration des conditions de travail. Licencié pour raisons économiques, il est aujourd'hui chômeur.

Lyon 4<sup>e</sup>. C'est là que Giscard a fait son meilleur score régional au deuxième tour des élections présidentielles de 74 : 62,9 % des voix. Rien d'étonnant lorsque l'on sait que la proportion de cadres supérieurs et de patrons est la plus forte de toutes les circonscriptions Rhône-Alpes... Voilà une première raison qui explique le parachutage de Barre ici. Il fallait aussi que la place soit libre : Joxe (RPR) député sortant a été nommé depuis membre du conseil constitutionnel. Face à Chirac qui tient la mairie de Paris, Lyon avec son député Barre, pourrait devenir une métropole giscardienne, d'autant que les sympathies de Collomb (maire de Lyon) penchent vers la majorité présidentielle.

Tout ceci n'empêche pas, n'en déplaise à Monsieur Barre, qu'une bataille de chiens fait rage dans la majorité locale ! Ici, un PR est exclu pour son soutien à une candidature RPR, tandis qu'ailleurs un RPR est abandonné par son parti qui soutient un candidat centriste.

### DES LUTTES NOMBREUSES

Pertercem, Paris-Rhône-Far, Durrschmit, l'hôpital Edouard-Herriot, la Caisse d'allocation familiales, dans toutes ces entreprises les travailleurs ont mené des luttes sur les salaires contre les licenciements et les mauvaises conditions de travail.

Pertercem usine qui fabrique des contacteurs, emploie plus d'un millier de travailleurs parmi lesquels une majorité de femmes et d'immigrés. Depuis la grève avec occupation de 75, les actions contre les réductions d'horaires, le chômage partiel et les licenciements, n'ont pas cessé.

Paris-Rhône : (plus de 2 000 travailleurs en majorité OS). Bien connu pour ses bas salaires et ses très mauvaises conditions de travail (les crises de nerfs provoquées par les cadences sont quasi quotidiennes sur les chaînes), Paris-Rhône, pour la classe ouvrière lyonnaise, c'est la grande grève de 75. Grève offensive sur les salaires («250 F pour tous», occupation décidée massivement par les travailleurs contre l'avis de la CGT). Un comité de grève se met aussitôt en place pour organiser la lutte, pendant qu'un comité de soutien se constitue à l'initiative du PCF pour populariser la grève. Tout au cours de la lutte, les travailleurs se heurteront en permanence à deux adversaires : d'une part la direction qui, pratique courante des patrons sous le libéralisme giscardien, a immédiatement répliqué en traînant les responsables syndicaux devant le tribunal, en faisant intervenir les CRS, et en licenciant les travailleurs combattifs. D'autre part, le PCF

### TRAVAILLEURS IMMIGRÉS INTERDITS DE SÉJOUR AUX BROTTAUX

Cependant la circonscription n'est pas uniforme. Boulevard des Brotteaux, c'est le quartier bourgeois. Ici pas d'usine polluante, pas de bruit infernal, mais les espaces verts du Parc de la Tête d'Or qui est tout proche. Si les animaux du zoo du Parc n'importent pas les bourgeois, par contre les travailleurs immigrés sont ici interdits de séjour : par arrêté préfectoral ils n'ont pas le droit de loger dans ce quartier !

Le quartier de la Vilette-Paul-Bert est plus populaire. La rue Paul Bert est habitée par de vieux travailleurs et des immigrés souvent entassés dans des logements sans confort. Enfin, dans le quartier de Montchat, l'habitat est en majorité constitué de

... Barre se réfugie dans les salons



petites maisons souvent entourées d'un jardin. Alors que sur l'agglomération lyonnaise, environ 15 % de la population a plus de 60 ans, dans cette circonscription le pourcentage s'élève à 30 %.

Depuis la grève de 75, Paris-Rhône a créé la société FAR qui dirige l'usine du 3<sup>e</sup> arrondissement. Aujourd'hui l'avenir de l'emploi est incertain, les ouvriers sont mutés à l'usine du 8<sup>e</sup> arrondissement. Cela pourrait bien présager d'une future fermeture de l'entreprise.

C'est sans doute ce que Barre appelle «savoir faire des sacrifices et des efforts de longue haleine pour surmonter les difficultés». Craignant la colère des travailleurs, il mène sa campagne comme il le dit lui-même «loin de ceux qui remuent, critiquent et scribouillent...». Mais ses visites déclenchent la colère des travailleurs et Lyon ne fait pas exception. Le mois dernier, il s'est fait chahuter dans une brasserie de la rue Paul-Bert au cours d'une réunion organisée par le RPR Baridon, son suppléant. Le 10 février, les travailleurs des Caisses d'allocation en lutte ainsi qu'une délégation de maîtres auxiliaires et de parents l'ont malmené.

### UNE CAMPAGNE «PRUDENTE»

Alors il préfère les «gens sérieux et raisonnables» : les cocktails chez le gouverneur militaire de Lyon, les réceptions à la Chambre de Commerce, les dîners débats avec le Club Perspectives et Réalités.

Le PCF, avec Jean-Paul Magnon («l'homme qui monte» dans la Fédération) mène une campagne active, à coup d'«apéritifs», à la recherche d'un auditoire (un sondage récent lui donne 12 %).

Vianès (PS) est un adversaire plus sérieux (le même sondage prévoit 24 % pour lui).

### EN BALLOTAGE ?

Selon le sondage du Progrès (réalisé par IFOP) Barre serait mis en ballotage. De nombreux écologistes auraient l'intention de se désister au 2<sup>e</sup> tour pour le PS.

On assisterait à une forte poussée de la gauche (38 % à 40 % contre 35 % en 73). Barre obtiendrait 56 % au 2<sup>e</sup> tour : ce qui est une baisse considérable face au 63 % de Giscard en 74.

Ce sondage vise-t-il en fait à mobiliser l'électorat de droite ? C'est possible. De quoi aurait l'air la droite si Barre était élu de justesse dans ce qu'il appelle lui-même une «bonne circonscription» ?

## Manifestation de soutien aux peuples de la Corne de l'Afrique

SAMEDI 4 MARS A 17 H 30  
RENDEZ-VOUS  
AU MÉTRO OBERKAMPF

A l'appel du PCRml, de L'Humanité Rouge, de l'OCF, des étudiants iraniens de la CISNU et d'autres organisations.

**Halte à l'agression soviéto-cubaine dans la Corne de l'Afrique !  
URSS - USA hors d'Afrique !  
Vive l'unité des peuples africains contre l'impérialisme et l'hégémonisme !**

Les étudiants iraniens qui participent à la manifestation, interviendront aussi pour soutenir le mouvement populaire de leur pays contre le Shah d'Iran.

## Appel de journalistes argentins

«A cause du régime militaire au pouvoir, il y a en Argentine 70 journalistes emprisonnés supportant des conditions de détention atroces, 40 journalistes disparus». C'est l'Union des journalistes argentins en France qui a rédigé ce communiqué.

Celui-ci poursuit : «L'UPARF s'adresse à ses collègues, journalistes sportifs français, et leur propose au nom de la liberté d'expression, au nom de la liberté syndicale et politique et de la solidarité humaine, qu'ils exigent du gouvernement argentin : la libération des collègues emprisonnés, la restitution des syndicats de presse aux dirigeants légitimement élus et le retour de la liberté de la presse en Argentine».

## Contre les crimes du Shah manifestation à Besançon

Près de 150 personnes, dont une cinquantaine d'Iraniens le visage masqué, ont manifesté dans les rues de Besançon samedi dernier. La manifestation était organisée en solidarité avec la lutte du peuple iranien et particulièrement pour protester contre les nouveaux massacres que le régime du Shah a commis contre la population de Tabriz, la 2<sup>e</sup> ville d'Iran.

Cette manifestation a été très rapidement organisée par le front local des étudiants iraniens et avec le soutien de la CGT, de la CFDT ainsi que du PCR ml. Les représentants des partis de gauche et d'extrême gauche brillaient par leur absence tout occupés qu'ils sont par leur campagne électorale. On remarquait en revanche la présence d'une délégation d'étudiants arabes qui luttent aussi contre la répression, l'impérialisme et le sionisme. Le texte de l'appel a été lu à plusieurs reprises au cours de la manifestation et les slogans repris massivement : «Shah, Shah assassin ! A bas le Shah, vive la lutte du peuple iranien ! Solidarité ! A bas l'impérialisme ! A bas les superpuissances en Iran, etc...».

Correspondant

## ELECTIONS EN COLOMBIE

Des élections législatives ont eu lieu dimanche dernier en Colombie, avec 70 % d'abstentions.

Les libéraux actuellement au pouvoir obtiennent le double des voix des conservateurs, tandis que

l'opposition de gauche compte 10 % des suffrages.

## INDE

Le parti d'Indira Gandhi, scission du parti du congrès, a remporté un très net succès dans l'Etat de Karnakata avec 152 sièges sur 224.

## NICARAGUA :

# UNE DICTATURE S'ÉCROULE

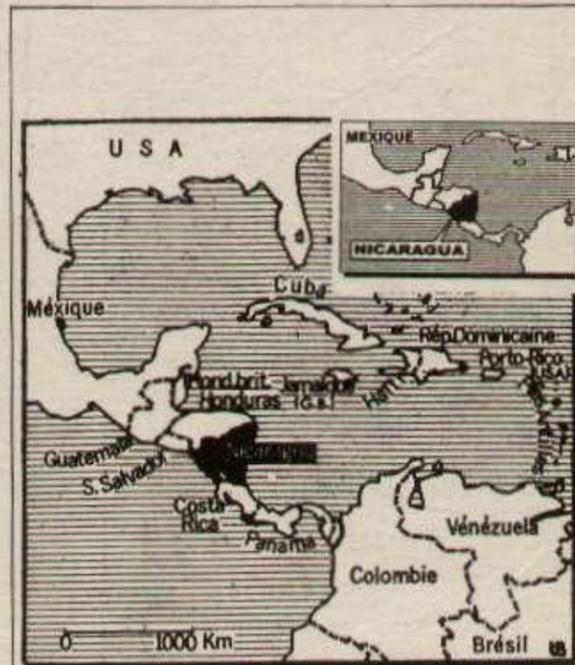
L'un des régimes les plus sanglants et les plus corrompus d'Amérique Latine, parmi ceux que les USA ont installé est en train d'agoniser. Depuis deux mois les manifestations se succèdent, bravant une répression très violente. Les États-Unis ont fait mine de prendre leurs distances à l'égard du régime. Encore ne l'ont-ils fait qu'avec répugnance, bien que si les propos de Carter, selon lesquels les États-Unis ne devaient plus soutenir de dictature, devait s'appliquer quelque part, ce serait dans ce pays, devenu propriété privée d'une famille qui a fait régner l'ordre US pendant 40 ans. Des propos aux actes, il y a un pas : les États-Unis n'ont aucune assurance qu'ils pourront à terme contrôler une modification de la situation.

C'est un soulèvement populaire de grande ampleur qui secoue tout le pays depuis plusieurs semaines. La grève déclenchée en riposte à l'assassinat du chef de l'opposition a été suivie partout, lorsque la garde nationale n'obligeait pas les ouvriers à reprendre le travail sous la menace des baïonnettes. Et puis, grèves et manifestations se sont succédées, bien que la police et l'armée aient fait de nombreux morts en divers points du pays. Les organisations patronales ont également pris part à la grève. Le régime de Somoza ne leur convient pas et elles cherchent à profiter du mouvement pour modifier ce régime. Ce qui pourrait représenter une solution pour les États-Unis est contrecarré par la présence du «Front sandiniste», organisation de guérilla qui jouit d'une popularité certaine pour ses actions passées et qui semble avoir recruté dans les villes dans la dernière

période. Après avoir renoncé en novembre dernier aux principes de la lutte de libération au profit d'une action armée pour la démocratie, le Front s'était ouvert sur les villes et ses liens avec Cuba paraissent s'être affirmés.

La présence de ce front réduit la marge de manœuvre des États-Unis qui n'ont toujours pas confirmé officiellement qu'ils retireraient leur aide à la dictature. Leur seul geste, a été de renoncer à une visite que devait faire dans le pays un officiel US.

La dictature de Somoza va tomber. Pour le peuple du Nicaragua ce sera un soulagement immense, l'issue d'une longue lutte contre son régime et les États-Unis. Mais l'avenir du Nicaragua apparaît incertain avec une frange importante de la bourgeoisie qui veut contrôler le mouvement et qui bénéficierait d'un appui US et un mouvement organisé important qui est largement tourné vers Cuba.



Au cœur de l'Amérique centrale, le Nicaragua est le plus étendu des pays de la région, avec 148 000 Kilomètres carrés (un peu plus du tiers de la France). Avec 2 021 000 habitants, c'est également le moins peuplé. La population est composée à 69 % de Métis et 17 % de Blancs. 60 % de la population vit de la terre, exploitant canne à sucre, banane, coton, manioc, cacao, dont une grande partie est exportée.

Trois groupes se partagent le pays : le clan Somoza s'est approprié la moitié du pays, terres et industries. Il contrôle certains secteurs-clés tels que les transports aériens et maritimes, sucre, riz, pêche, etc... En face de lui, deux groupes financiers lui tiennent tête et prennent part au mouvement : le groupe BANIC qui monopolise la culture de coton (4 % des exportations) et le groupe Banamerica, qui contrôle les assurances, domine le secteur du café, et partage avec Somoza le contrôle de nombreux secteurs.

## Quarante années de régime Somoza

La famille Somoza règne sur le Nicaragua depuis 1936. Le 21 février 1934, le chef d'état-major de l'armée nicaraguayenne, «Tacho» Somoza, assassine le général Sandino. Celui-ci sortait du palais présidentiel où il venait négocier la fin de la guerre qu'il dirigeait. A la tête des paysans du Nord et de l'Est du pays, Sandino, fils de paysans pauvres, organisait depuis 1927 la guerre contre les «marines» et les troupes américaines. Les

USA étaient intervenus pour la première fois en 1865 ; en 1909, ils débarquaient pour chasser un président qui cherchait à établir des liens avec l'Europe ; en 1912, nouveaux débarquements pour protéger les «citoyens américains». Les bataillons resteront jusqu'en 1933 et seront encore renforcés en 1926.

Après l'assassinat de Sandino, Somoza s'installe président en 1936 non sans avoir fait massacrer les paysans du Nord et

de l'Est. Garant des intérêts américains, il met le pays en coupe réglée jusqu'en 1956 où il fut assassiné. La moitié du cheptel lui appartient ainsi que 10 % des terres cultivables. Son fils «Tachito» prend la relève. Il était à la tête de l'armée pour la répression des mouvements de 1954 - 300 arrestations, de nombreux morts torturés de ses mains, de 1958 : 60 morts. En 1967, il se fait élire après avoir fait tirer sur une manifes-

tation qui se rendait au palais présidentiel pour obtenir des garanties sur le déroulement du scrutin : 400 morts.

A l'occasion du tremblement de terre de 1972, au cours duquel la capitale, Managua fut rasée, il s'empare de nouvelles propriétés. Les secours envoyés à cette occasion sont pillés par les autorités et revendus dans les pays voisins. C'est notamment le cas du plasma sanguin, dont le trafic constitue une source de revenus appréciable de la famille Somoza.

Les États-Unis n'ont pas seulement maintenu le régime Somoza au Nicaragua pour y assurer leur domination, et faire respecter la «doctrine Monroe». Ce fut une base d'agression : en 1954, les troupes de Somoza participent au renversement du gouvernement du Guatemala qui s'opposait à la firme US United Fruits ; en 1955, elles interviennent au Costa Rica ; en 1961, le débarquement de la baie des Cochons contre Cuba est organisé depuis le Nicaragua ; en 1965 les troupes de Somoza sont associées aux marines pour le débarquement à Saint-Domingue...

## Pérou : la faillite financière évitée de justesse

Le Pérou a évité de justesse la faillite financière : l'URSS a accordé un délai d'un an pour les versements de 120 millions de dollars qui devaient être effectués cette année, pour payer les armes soviétiques. Cette somme représente plus du dixième des versements que le Pérou doit effectuer au titre de sa dette : cette année il devait verser 911 millions de dollars, soit 46 % des ressources d'exportation. Il en sera de même en 1979. L'URSS a, grâce à ses armes,

conquis un singulier droit de vie ou de mort sur le gouvernement péruvien, droit que les USA ont depuis longtemps : le montant total de la dette est de 4,1 milliards de dollars et le Pérou cherche à obtenir un allègement des versements annuels en obtenant que les prêts à court terme soient transformés en prêts à long terme. La mission envoyée auprès des banquiers occidentaux n'a pas obtenu de réponse : tout dépend du FMI. Celui-ci a envoyé une équipe à Lima chargée de

vérifier que les exigences d'austérité précédemment imposées pour l'octroi des crédits ont bien été remplies et pour définir de nouvelles exigences. Si celui-ci en définitive accepte d'ouvrir un nouveau crédit les banquiers suivront.

Les USA par la puissance de leurs institutions financières, l'URSS par ses ventes massives d'armes se sont données le droit de se disputer le Pérou, en maintenant le gouvernement au bord de la faillite.

## PROGRAMME TÉLÉ

Mercredi 1<sup>er</sup> mars

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Campagne électorale  
 20 h 15 - Journal  
 20 h 45 - L'inspecteur mène l'enquête  
 22 h 15 - Médicale : *Savoir manger*  
 23 h 10 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Campagne électorale  
 20 h 15 - Journal  
 20 h 30 - Bastia-Iéna  
 22 h 20 - Alain Decaux raconte : *La révolte de Pougat-chev*  
 23 h 15 - Journal

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Campagne électorale  
 20 h 10 - Les jeux de vingt heures  
 20 h 30 - Deux hommes dans Manhattan  
 21 h 50 - Journal  
 22 h 05 - Ciné regards.

Jeudi 2 mars

TF1

19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Eh bien raconte  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 35 - Campagne électorale  
 21 h 15 - Jean-Christophe  
 22 h 10 - Titre courant  
 22 h 20 - Allons au cinéma  
 22 h 50 - Journal

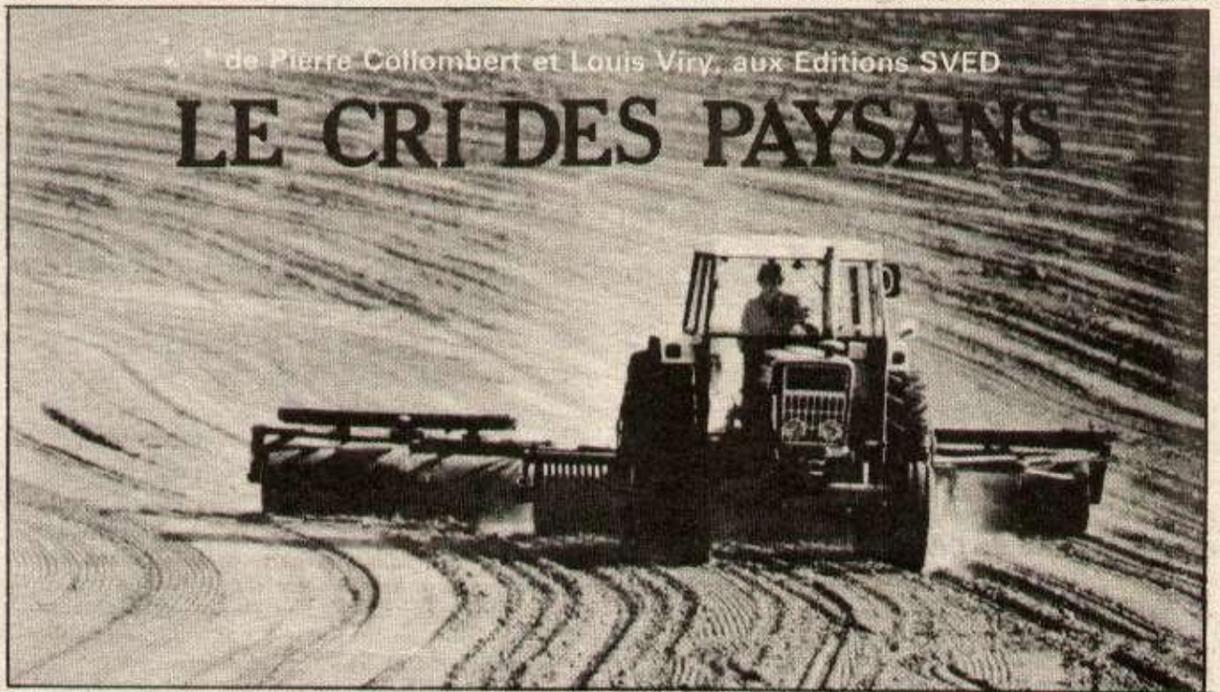
A 2

19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 35 - Campagne électorale  
 21 h 05 - Le père tranquille  
 22 h 40 - Journal

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Scène de la vie de province  
 19 h 55 - Flash journal  
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
 20 h 35 - Campagne électorale  
 21 h 10 - Si c'était à refaire. *Film de Claude Lelouch*  
 22 h 45 - Journal  
 23 h 00 - Un événement

LIRE



de Pierre Collombert et Louis Viry, aux Editions SVED  
**LE CRI DES PAYSANS**

Paysans : des photos dans le désordre

Trois cents photos de Pierre Collombert dans «*Cri des paysans*» donnent une vision bien particulière de la paysannerie. En effet, si ces photos «*parlent*», c'est le langage des nostalgiques du temps passé, car l'ancien et le nouveau sont opposés page à page. Pourtant les contrastes qu'offre l'agriculture française, s'ils existent bien, ne sont que le résultat d'une pénétration du capitalisme qui prend des formes différentes pour aboutir de toute façon, à l'exploitation des travailleurs de la terre. Dans cet album, l'ouvrier agricole, le riche fermier, le petit paysan ou la femme agricultrice ont tous le

même statut. Tous semblent appartenir au même monde qui ne serait pas traversé par la lutte de classes.

Cependant, des images comme celles d'élevage spécialisé, celles qui montrent les rapports des paysans avec la banque, avec le monde extérieur à l'agriculture permettraient, si elles étaient organisées d'une autre manière de décrire le monde qui change ou l'exode et la désertification, de montrer l'intensification du travail par l'emploi de techniques nouvelles, parfois dangereuses pour l'homme et pour son cadre de vie.

Bernard PELO



# Et l'acier fut trempé

79<sup>e</sup> épisode

A la suite d'une trahison les trains et la ville sont sans combustible. Pour s'en sortir, il est décidé par le comité provincial de poser en trois mois une voie de chemin de fer qui reliera la gare au chantier de coupe du bois.

La pluie automnale cinglait les visages. Des nuages gris foncé, boursoufflés, rampaient près du sol. L'approche de l'hiver avait dénudé les massifs boisés; les vieux charmes, renfrognés, dissimulaient les rides de leur écorce sous une mousse brunâtre. L'automne impitoyable les avait dépouillés de leur somptueuse parure et ils apparaissaient chétifs dans leur nudité.

La petite gare se nichait, solitaire, dans la forêt. Une bande de terre ameublie partait du quai de pierre, destiné au chargement des marchandises, et s'enfonçait entre les arbres. Des fourmis humaines s'y affairaient.

La glaise collante clapotait sous les pieds avec un bruit répugnant. Les hommes creusaient avec acharnement de part et d'autre du remblai. Des leviers grinçaient sourdement, des pelles raclaient la pierre.

Pendant ce temps, la pluie tombait comme à travers un fin tamis, et les gouttes glacées pénétraient jusqu'à la peau. L'eau emportait l'œuvre des travailleurs. Une bouillie épaisse de glaise s'écoulait du remblai.

Les vêtements trempés étaient lourds et froids, mais les hommes ne quittaient le chantier qu'à la nuit.

Et, chaque jour, la bande de terre, retournée

Extraits

Nicolas OSTROVSKI

et ameublie, s'enfonçait un peu plus dans la forêt.

Près de la petite gare se dressait la morne carcasse d'un bâtiment en maçonnerie. Tout ce qui avait pu être enlevé, cassé ou arraché était depuis longtemps. Des trous béants s'ouvraient aux emplacements des portes et des fenêtres, et les grands poêles étaient inutilisables. Démoli en plusieurs endroits, le toit laissait voir la charpente.

Seul le plancher de béton restait intact, dans quatre grandes salles. Quatre cents hommes s'y allongeaient le soir dans leurs vêtements trempés et couverts de boue qu'ils tordaient auparavant près de la porte, exprimant des filets d'eau sale. Des injures expressives maudissaient la pluie et le marais. Ils se couchaient côte à côte sur le béton jonché de quelques brassées de paille, essayant de se réchauffer mutuellement. Les vêtements fumaient sans jamais sécher complètement. L'eau s'infiltrait à travers les sacs bouchant l'ouverture des fenêtres. La pluie crépitait lourdement sur les vestiges de la toiture de fer et le vent s'engouffrait dans les fentes de la porte.

Le matin, avant d'aller au remblai, on buvait du thé dans la baraque branlante abritant la cuisine. A midi, on mangeait un plat de lentilles sans beurre ni graisse, mortel par sa monotonie; et une livre et demie de pain, noir comme de l'anthracite.

C'était tout ce que pouvait donner la ville.

Le directeur technique, Valérian Patockine, un vieux bonhomme grand et maigre, aux joues creusées de deux rides profondes, logeait chez le

chef de gare, ainsi que le technicien Vakoulenko, un gars trapu au nez charnu solidement planté sur un visage taillé à coups de serpe.

Tokarev passait la nuit dans la petite chambre du téhékiste de la gare, Kholiava, court sur pattes et remuant comme du vif argent.

Les bâtisseurs supportaient les privations avec un furieux entêtement.

Le remblai mordait chaque jour davantage sur la forêt.

Le détachement comptait déjà neuf déserteurs. Quelques jours plus tard, il y en eut encore cinq.

C'est dans la deuxième semaine que le chantier reçut le premier coup : le train du soir n'apporta pas de pain de la ville.

Doubava réveilla Tokarev et l'en informa.

Sortant du lit ses jambes velues, le secrétaire de l'organisation du Parti se gratta rageusement l'aisselle.

— Voilà les plaisanteries qui commencent ! bougonna-t-il à mi-voix, tout en passant rapidement ses vêtements.

Kholiava entra tout d'un coup dans la pièce, comme une boule roule sur le sol.

— File au téléphone et débrouille-toi pour obtenir le Service spécial au bout du fil, lui ordonna Tokarev. — Il avertit Doubava : Et toi, pas un mot à personne au sujet du pain.

Après une demi-heure de discussions peu amènes avec les téléphonistes de la voie, le tenace Kholiava réussit à joindre Joukhraï, chef-adjoint du Service spécial. Tokarev, qui avait trépillé d'impudence en l'écoutant se quereller, entendit la voix grondante du matelot, chargée de menace :

— Quoi ? Le pain n'a pas été livré ? Je vais tout de suite me renseigner pour trouver le responsable.

— Dis-moi plutôt avec quoi on va nourrir les gars demain ! cria Tokarev furibond.

A SUIVRE

# Voyage à l'intérieur des sondages (3)

## QUAND LES INSTITUTS SE CAMOUFLENT

● Un chargé d'études, quelques secrétaires, beaucoup de téléphones, il n'en faut pas beaucoup plus à Louis Harris France pour réaliser un chiffre d'affaires proche de 200 millions de francs, et un bénéfice net de 20 millions (deux milliards anciens). C'est dire que, dans l'industrie du sondage, le taux de profit est coquet. « Nous vendons de la matière grise », ont coutume de dire leurs responsables. Et nous faisons tout pour échapper aux lois sociales, pourraient-ils ajouter. Ces derniers temps, la situation des instituts évolue, de par la volonté des plus grands de régner sans partage, l'action croissante des syndicats parmi les employés, et l'intérêt subi que d'importants capitaux privés trouvent aux instituts de sondage.

Par Eric BRÉHAT

Si l'on compte plusieurs centaines de sociétés pratiquant l'enquête par sondage, il ne s'agit le plus souvent que d'équipes très réduites, travaillant sur un créneau limité. Le chiffre d'affaire de cette branche d'activité est concentré chez quelques grands, et provient à 70 % des études de marché. Les sondages d'opinion n'en sont pas pour autant négligeables pour ces instituts, qui les utilisent comme moyen de promotion, destiné à leur ouvrir de nouveaux contrats dans le secteur encore peu développé par rapport aux USA des études de marché. Il arrive ainsi que l'IFOP ou la SOFRES donnent à une

station de radio le résultat d'un sondage d'opinion. Chaque « grand » se constitue un support de presse. Dans la presse hebdomadaire, l'Express travaille avec la SOFRES (actuellement sa filiale Louis Harris), Le Point avec l'IFOP et parfois la COFREMA. Il va de soi que ces supports font l'objet d'une concurrence acharnée, en raison de leur impact publicitaire. C'est la principale raison de la polémique chronique entre l'IFOP et SOFRES cette dernière accusant sa concurrente d'abuser des lois des probabilités, l'autre rétorquant que la SOFRES biaise ses questionnaires...

### Le statut des enquêteurs

IFOP et SOFRES sont les seules entreprises de sondage à employer un personnel relativement nombreux (250 pour l'IFOP, 170 employés et une centaine d'enquêteurs travaillant régulièrement pour la SOFRES). Les autres instituts vont de quelques salariés à quelques dizaines (moins de cinquante, pour éviter l'application des lois sociales). Ces chiffres sont trompeurs, car le plus gros du travail est effectué « sur le terrain », par des enquêteurs. Or ceux-ci sont dans la plupart des cas embauchés à l'enquête, parfois avec des contrats à durée limitée. Par cette utilisation massive du travail temporaire, les instituts s'évitent le paiement de charges sociales et gênent l'organisation des salariés. Les syndicats CGT et CFDT demandent depuis

longtemps que soit élaboré un statut des enquêteurs, de façon à limiter au maximum le recours au vacataire. Les grands instituts, regroupés dans le SYNTEC, ont accepté de négocier un statut, pensant y trouver également leur intérêt : la multiplication des petits bureaux d'étude constitue une concurrence dont ils aimeraient se débarrasser. Or ces petites boîtes profitent actuellement de l'absence de toute texte régissant la profession d'enquêteur. L'obligation de respecter un statut des enquêteurs mettrait alors les grands instituts dans une position avantageuse.

A condition de ne pas se trouver paralysés par une taille trop importante, mal adaptée au caractère très conjoncturel des commandes.

### La filialisation

Le remède est bien connu de tous les patrons : à partir du moment où le nombre d'employés « productifs » devient trop important, on s'inquiète fort de l'activité syndicale. La SOFRES a créé SOFRES-Communication, qui parvient à faire un bénéfice comparable à celui de la maison mère, avec un chiffre d'affaire beaucoup plus faible.

gauche» a ainsi créé « Démoscopie », spécialisée dans le sondage d'opinion, voire électoral. Il est vrai que dans cette entreprise, on s'inquiète fort de l'activité syndicale.

La SOFRES a créé SOFRES-Communication, qui parvient à faire un bénéfice comparable à celui de la maison mère, avec un chiffre d'affaire beaucoup plus faible.

### L'OPÉRATION LOUIS HARRIS FRANCE

La création de Louis Harris France, autre filiale SOFRES, mérite d'être spécialement mentionnée. Elle participe également de la logique de la filialisation, mais pour des motifs qui ne sont pas qu'économiques. SARL dont le capital est à 80 % américain et 20 % SOFRES (donc Banque Paribas), elle a deux gérants, Pierre Weill et un Anglais. Louis Harris n'est en fait qu'un paravent de la SOFRES : tout le travail sur le terrain est sous-traité par la SOFRES, l'exploitation des résultats est confiée à la SOFRES en vertu d'accords préférentiels. Louis Harris, bénéficiant de cet important potentiel et du label SOFRES, s'est rapidement fait un nom dans les sondages d'opinion.

Fac simile d'un questionnaire utilisé par les sondeurs de la SOFRES.

Le lancement du *Matin* s'est accompagné d'une utilisation massive des sondages Louis Harris — au point qu'on peut se demander s'il n'y avait pas d'accords de cession entre les deux. Commercialement, cela a permis à la SOFRES de prendre de nouveaux marchés. La présence de Pierre Weill à la tête de la filiale doit cependant faire réfléchir : en cas de victoire de la gauche, la Banque Paribas devrait être nationalisée, ainsi que sa filiale à 96 % la SEMA. La SOFRES passerait ainsi sous contrôle de l'État, mais pas sa filiale Louis Harris. Et du même coup, les Américains garderaient une place précieuse dans ce secteur de fabrication d'idéologie qu'est le sondage d'opinion.

### LA JOURNÉE D'UNE ENQUÊTRICE

Mme F. est enquêtrice depuis plusieurs années dans un des grands instituts. Son âge mûr et son expérience font qu'on n'hésite pas à lui confier des enquêtes difficiles. Tout en ayant une opinion très critique vis-à-vis des sondages, elle considère son travail sérieusement : « C'est un métier : il faut apprendre à se faire accepter par les gens. La plupart des enquêteurs sont des femmes. Au départ, elles n'avaient pas de qualification particulière, mais se croyaient qualifiées pour ce genre de travail, ou n'avaient rien trouvé d'autre ».

Les enquêteurs travaillent sous la responsabilité d'un chargé d'études et n'ont affaire qu'à lui. Ce qui facilite évidemment le paternalisme : ils ne se voient pas entre eux. « Il est assez rare que nous ayons une discussion avec lui, sur le thème de l'enquête. Pour les enquêtes politiques, il n'y en a jamais. Il faut dire que ce secteur est très secret... D'autre part, nous ne connaissons pas, à moins que ce soit dit dans le questionnaire, le nom du client. Il m'arrive, surtout pour les sondages politiques de deviner à qui il est destiné, et cela arrive aussi aux personnes interrogées. Moi, je ne dois rien dire ».

La plupart des enquêtes se font sur un échantillonnage déterminé par la méthode des quotas. « On peut travailler au niveau d'une commune, d'un quartier ou même d'un îlot. Il faut être très strict dans la délimitation, pour éviter de retomber plus tard sur les mêmes personnes. Une fois le secteur donné, nous faisons comme nous voulons ». Les enquêtes se font en effet exclusivement à domicile, principalement pour faciliter le contrôle postérieur de l'enquêteur.

Un certain nombre de gens refusent de répondre aux questions. « Cela va de la personne qui n'ouvre même pas sa porte, par peur, à celle qui refuse, par principe, de participer à un sondage. Soit parce qu'elles trouvent que les sondages sont manipulateurs, soit qu'elles y voient une possibilité de fichage ».

Ce dernier point n'est pas à négliger : pour le contrôle, l'enquêteur doit noter le nom et l'adresse. Dans certains instituts, les employés ont obtenu qu'il soit inscrit sur une partie détachable du questionnaire, mais c'est loin d'être le cas général.

« Il y a aussi la réaction inverse : des gens qui nous disent : « C'est la première fois que je vous vois, ça prouve au moins que vous existez. Et j'en ai des choses à dire ». Pour eux, le sondage est presque considéré comme un moyen d'expression et ils sont souvent déçus, lorsqu'il s'agit d'une étude de marché. De façon générale, les

gens qui travaillent nous accueillent plus facilement. Ils disent : « Moi, j'ai fait ma journée de travail, et vous, il faut bien que vous le fassiez ».

Une fois la porte franchie, la réponse au questionnaire peut durer de 1/4 h à plus d'une heure, selon sa longueur et le degré de compréhension de la personne interrogée.

« Parfois, les gens réagissent à certaines questions. Par exemple sur les types de société, un certain nombre de gens ne veulent pas choisir entre « une société plus libérale, comme l'Allemagne, ou une société socialiste, comme dans les pays de l'Est ». Et je les comprend. Mais alors que leur réaction est une réponse politique, elle sera classée dans les non-réponses, et si le sondage est publié, on mentionnera à peine le taux de non-réponses ».

Une fois l'enquête faite, l'institut peut contrôler au hasard un certain nombre d'enquêtés. Le « sérieux » d'un institut se mesure d'ailleurs à la rigueur de son contrôle. Pour éviter le « bidonnage », le remplissage d'un questionnaire sur une table de bistrot, parce qu'on a pas pu trouver telle catégorie de personne. L., chargé d'étude d'un institut spécialisé dans l'étude de marché réagit au mot bidonnage : « Mais tout le monde bidonne plus ou moins. Il ne faudrait pas croire que ce n'est que l'affaire des enquêteurs ! Récemment, un client avait commandé à la boîte une étude très chère pour le lancement d'un produit pour lequel il avait déjà mis la machine en marche. L'enquête démolissait plutôt son produit, alors on a légèrement redressé les résultats, pour ne pas le contrarier... »

Et puis il y a les enquêtes qui poussent l'enquêteur au bidonnage, ou à la révolte. Une ancienne enquêtrice raconte : « J'ai fait une enquête pour l'EDF en Corrèze. Il s'agissait de savoir pourquoi les gens consommaient si peu. C'était évident depuis le départ : c'est un département rural où il y a beaucoup de bois. Les gens montraient leur cuisinière à bois. La première question était : « Parlez-moi du confort moderne ». Alors là ils rigolaient franchement ».

Dans les HLM, c'est parfois pénible. On tombe sur des femmes qui ont leurs gosses sur le dos, qui rentrent du boulot et on vient leur demander : « Que pensez-vous de la libération de la femme ». Alors là, ça déborde ; elles disent tout ce qu'elles ont sur le cœur. Puis, à un moment, je dois les retourner comme des crêpes pour les faire parler des appareils électroménagers qui doivent « libérer » les femmes. Et comme ça, deux mois après, sortiront de belle affiches qui les toucheront juste là où il faut.